



**CRISE
SAHEL**

2012

**FICHES PAYS ET FICHES THÉMATIQUES
DE L'ATELIER RÉGIONAL DE CAPITALISATION DES EXPÉRIENCES
LIÉES À LA PRÉPARATION ET À LA RÉPONSE À LA CRISE SAHEL 2012**

Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation de la FAO
Dakar, 4 - 6 décembre 2012



Afin de passer en revue les actions menées par la FAO face à la crise au Sahel en 2012 et de partager les bonnes pratiques, le Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation de la FAO-Afrique de l'Ouest/Sahel a organisé à Dakar du 4 au 6 décembre 2012 un **Atelier régional de capitalisation des expériences liées à la préparation et à la réponse à la crise**.

Cet atelier a réuni dix pays : le Burkina Faso, la Gambie, le Niger, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et le Tchad pour la zone sahélienne ; et la Côte d'Ivoire, la Guinée et la Guinée Bissau pour les pays côtiers.

Le bilan de la réponse à la crise montre, au niveau des pays et au niveau régional:

- Une appréciation globale de la préparation et de la réponse satisfaisante ;
- Une alerte précoce et efficace avec les partenaires ;
- Une analyse régulière et partagée avec les principaux acteurs ;
- Une coordination exemplaire ;
- Un leadership confirmé de la FAO sur les questions de la sécurité alimentaire et de l'agriculture ;
- Un intérêt et un engagement remarquable de la FAO sur les thématiques spécifiques de la GRC/RRC et de la résilience ;
- La réalisation d'un document cadre de stratégie axée sur le renforcement de la résilience ;
- Une prise en compte insuffisante des questions pastorales par les acteurs impliqués ;
- Une mobilisation de fonds complexe due, en partie, à une analyse divergente de la situation.

Ce document regroupe :

- les **fiches** de capitalisation d'expériences de chacun des dix **pays** et du Bureau Sous-régional des Urgences ;
- les **fiches thématiques** - partenariat, renforcement des capacités, genre, coordination, mobilisation des ressources et ciblage - et transversales pour le cycle de la gestion des risques de catastrophes (GRC).

Contact

José Luis Fernández

Coordonnateur Régional Senior des Urgences

Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation de la FAO - Afrique de l'Ouest/Sahel (REOWA)

Dakar, Sénégal

Tel. + 221 33 889 16 22 / 23

GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

*Synthèse des réflexions issues de l'atelier de capitalisation
d'expériences liées à la préparation et à la réponse à la crise
dans le Sahel et à l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, en
Guinée et en Guinée Bissau*



AVANT LA CRISE: LA PRÉPARATION

Côte d'Ivoire

Une préparation concertée et des bénéfices énormes (synergie, complémentarité et harmonie)

L'identification des zones d'intervention prioritaire s'est faite lors d'un atelier de planification qui a réuni tous les partenaires opérationnels (Organisations non gouvernementales [ONG]), les bailleurs de fonds (Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne [ECHO], Bureau d'assistance aux catastrophes à l'étranger de l'Agence des États-Unis pour le développement international [OFDA]), les agences des Nations Unies et les services gouvernementaux. Ceci a permis de développer des synergies et des complémentarités dans les appuis fournis aux bénéficiaires (kits semences en nature accompagnés d'outils et d'engrais ou de cash) et d'harmoniser les pratiques de distribution de cash organisées par les différents partenaires.

Niger

Un dispositif de prévention et gestion des crises à renforcer au niveau régional

Le dispositif de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires a été faible au niveau des régions, des départements et des communes par manque de ressources humaines et logistiques. Il est nécessaire de renforcer la présence de la FAO au niveau local en ouvrant des antennes et des relais dans les zones vulnérables pour un suivi en temps réel des activités et un appui aux comités décentralisés.

Recommandations

- Renforcer les capacités des autorités et des communautés locales à se préparer et à répondre aux crises
- Anticiper les besoins pour une meilleure planification de la réponse et une mobilisation plus efficace des ressources

Sénégal

Une phase de préparation efficace impliquant l'ensemble des parties prenantes

Les ateliers de lancement des projets ont été des forums d'échange et de partage au sujet des objectifs et des résultats attendus avec les différentes parties prenantes, à savoir les bénéficiaires, les autorités traditionnelles et administratives, les élus locaux, les organisations de producteurs, les services techniques de l'Etat, les ONG locales, etc.

Tchad

Recommandation

Préparer un plan de contingence efficace et dynamique afin d'améliorer la coordination de la réponse et de faciliter le plaidoyer.

Gambie

Une phase de préparation efficace grâce à des mécanismes de coordination

- Des réunions hebdomadaires de suivi de la sécurité alimentaire ont été organisées par le Président du Conseil pour la sécurité alimentaire et des rapports hebdomadaires sur la situation ont été produits, permettant ainsi de mobiliser des ressources.
- La coordination avec le gouvernement a été excellente. Des comités ont été créés au niveau des districts régionaux et des villages, et une matrice d'intervention a été mise au point avec le concours de toutes les parties prenantes, à savoir l'équipe pays des Nations Unies (UNCT), le gouvernement, la société civile et les bailleurs de fonds.

Niveau sous régional: Afrique de l'Ouest et Sahel

Des problèmes méthodologiques complexifient l'analyse de l'information au niveau régional

Bien que la FAO dispose d'un haut niveau d'information dans les pays et au niveau régional, l'absence d'une méthodologie unique de collecte et la diversité des informations recueillies dans chaque pays (sexe, âge, moyens d'existence des bénéficiaires, nature et quantité de l'assistance reçue, impact sur la production, la valeur nutritionnelle ajoutée de l'assistance reçue, etc.) rendent l'agrégation et l'harmonisation des données difficiles au niveau régional.

Recommandation : Renforcer l'appui national et régional à l'analyse et au développement des outils de suivi de la réponse

AVANT LA CRISE: L'ALERTE

Gambie

Une déclaration tardive de l'urgence affecte la qualité de la réponse

- La sensibilisation sur l'importance du système d'alerte précoce n'a pas atteint tous les acteurs, notamment les agents de vulgarisation agricoles et les agriculteurs.
- La réaction et la déclaration tardive de l'urgence par les décideurs politiques ont retardé les interventions et la disponibilité de certains intrants (ainsi les semences ne sont pas arrivées à temps).

Recommandation

Promouvoir l'utilisation de systèmes d'alerte précoce locaux qui ont prouvé leur efficacité dans des pays du Sahel ayant un profil de risques similaire à la Gambie

Guinée

Evaluation et planification affectées par l'absence de structures nationales de gestion des crises

En l'absence de structures nationales de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires, il n'a pas été possible d'évaluer les besoins ni d'établir une bonne planification des réponses.

Recommandation

Créer et mettre en place un système d'alerte précoce

Mali

Recommandation

Soutenir le système d'alerte précoce et la préparation de plans de contingence

Mauritanie

Une phase de préparation optimisée

L'alerte précoce lancée dès fin 2011 a permis d'organiser la réponse rapidement et de disposer de fonds pour l'intervention.

Niger

Un système d'alerte précoce efficace grâce à une bonne coordination

Les rencontres du cluster Sécurité alimentaire ont permis de suivre régulièrement l'évolution de la campagne agropastorale. Une évaluation conjointe menée à mi-parcours montrait déjà les prémices d'un déficit agricole, ce qui a permis au gouvernement de tirer la sonnette d'alarme à temps. La FAO a participé aux rencontres techniques du système d'alerte précoce, ainsi qu'à l'enquête d'évaluation de la vulnérabilité des ménages menée conjointement par le Programme alimentaire mondial (PAM), la FAO, le Comité permanent Inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et Réseau des systèmes d'alerte précoce de famine de l'Agence des États-Unis pour le développement international (FEWSNET) pour identifier les ménages en l'insécurité alimentaire modérée et sévère.

Sénégal

Une phase de préparation affectée par la reconnaissance tardive de la crise

Le refus du gouvernement précédent de reconnaître la crise et de décréter la situation d'urgence a retardé tout le processus de préparation et de mise en place de la réponse ainsi que la levée de fonds. Ceci a affecté la qualité de la réponse (en particulier les phases d'alerte et de préparation).

Recommandation

Rendre opérationnel et performant le Système d'Alerte Précoce, en particulier au niveau décentralisé

Tchad

Une phase de préparation concertée et un appel de fonds efficace

L'alerte a été lancée à temps par le gouvernement tchadien en décembre 2011. Dès lors, les partenaires (agences des Nations Unies, ONG et gouvernement) ont travaillé ensemble pour lancer les campagnes d'appel de fonds et le plaidoyer précoce du Système des Nations Unies (SNU) auprès des bailleurs a abouti à l'arrivée rapide de financements:

- la réponse du Fonds central de répons d'urgence (CERF) a permis de démarrer les opérations rapidement.
- en février, les partenaires (Union européenne, Suisse, Danemark, Etats-Unis, Japon, France) ont déclaré conjointement leurs intentions de financer ou de contribuer directement en réponse à l'appel.

PENDANT LA CRISE: LA RÉPONSE

Burkina Faso

Une réponse diversifiée et efficace s'appuyant sur des acquis antérieurs

Appui à la filière semencière

La filière semencière a été renforcée. Les producteurs de semences ont reçu des semences sélectionnées du centre de recherche agricole tandis que les agriculteurs ont reçu des engrais pour multiplier les semences et ont vu leurs capacités de production renforcées. Des laboratoires ont été construits pour certifier les semences et les semences produites ont été achetées par la FAO pour être distribuées aux

bénéficiaires. L'utilisation de semences certifiées est passée de 7 à 14% en quatre ans.

La vulgarisation de la loi sur les semences a créé une prise de conscience dans le domaine de l'utilisation de semences certifiées de la part des partenaires. Le dialogue a été facilité entre les acteurs de la filière semencière (par exemple, les producteurs de semences et les institutions de micro-finance) pour améliorer la communication et la durabilité grâce à la stratégie marketing, la communication entre les acteurs.

Appui à la production et commercialisation des produits forestiers non ligneux

La production et les activités génératrices de revenus ont été diversifiées et renforcées grâce à la production et la commercialisation des produits forestiers non ligneux, y compris la formation pour leur utilisation, la fourniture d'outils de transformation, la fourniture de plantes et le recours à des pratiques de protection de l'environnement, telles que les clôtures autour des zones forestières pour des buts de conservation.

Appui à l'élevage

Les pasteurs ont reçu une aide en aliments pour le bétail et en vaccins qui a permis d'améliorer la filière ainsi que leurs revenus.

Enfin, un soutien apporté à la culture maraîchère en zones urbaines et périurbaines par la distribution d'intrants (semences de légumes, engrais, petit outillage) et la réhabilitation et la construction de puits a contribué à améliorer l'apport nutritionnel dans les familles.

Les défis

Le ciblage des bénéficiaires a souffert du faible respect des critères de vulnérabilité

La plupart des défis ont été rencontrés durant la phase de réponse. En effet, les critères de vulnérabilité n'ont pas été rigoureusement respectés aussi bien lors de la distribution des semences que celle de la volaille limitant ainsi l'efficacité des interventions. La distribution de la volaille a été en plus affectée par l'épidémie de la peste aviaire qui a provoqué un taux de mortalité important parmi les animaux.

Contraintes logistiques et respect des accords contractuels

Des problèmes logistiques se sont posés, notamment pour la distribution des intrants et la disponibilité de lieux d'entreposage appropriés. En outre, certains partenaires, comme les fournisseurs par exemple, n'ont pas respecté lors de la mise en œuvre des activités les termes des accords conclus avec la FAO.

Recommandation

Améliorer la capitalisation des expériences et des résultats.

Côte d'Ivoire

Une réponse coordonnée entre les différents acteurs

Sur recommandation des bailleurs de fonds, la FAO a assuré l'achat des semences locales améliorées et de l'engrais pour l'ensemble des ONG partenaires de ces bailleurs qui étaient impliquées dans les projets d'appui à la relance agricole. La Coordination assurée par la FAO au sein du cluster Sécurité alimentaire a permis de couvrir les zones prioritaires et d'assister les ménages les plus vulnérables.

Des financements tardifs et directifs

La préparation des activités s'est faite dans les temps mais les financements sont arrivés tardivement par rapport à la saison. Ceci a induit un certain retard dans les livraisons des intrants.

Les actions d'urgence menées en soutien à la sécurité alimentaire se sont essentiellement concentrées dans l'ouest et le sud-ouest du pays. Ce choix a été guidé selon certains intérêts stratégiques des bailleurs alors qu'il y avait également des besoins au nord.

Des retards dans la livraison des intrants

Compte-tenu des quantités importantes commandées par la FAO, les fournisseurs ont rencontré des problèmes de liquidité au moment de s'approvisionner chez les groupements semenciers, ce qui a provoqué des retards dans les livraisons. De plus, un déficit en semences améliorées a été constaté dans le pays, ce qui a posé certains problèmes pour approvisionner le nombre important de bénéficiaires.

Gambie

Des problèmes d'approvisionnement affectent la qualité de la réponse

- L'embargo qu'un pays voisin a imposé sur les semences a encore retardé l'approvisionnement.
- Des contraintes logistiques liées au transport ont été rencontrées, y compris les traversées du ferry sur le fleuve Gambie.
- Les quantités d'engrais reçues n'étaient pas à la hauteur des quantités de semences. Les intrants d'engrais n'étaient en effet ni disponibles ni accessibles.

Guinée Bissau

Une réponse efficace grâce à l'utilisation de techniques déjà éprouvées

L'utilisation des méthodologies et techniques éprouvées dans les projets précédents telles que la création de noyaux d'élevage d'animaux à cycle court¹ la construction d'abris standardisés, ou encore la gestion des périmètres maraîchers en partenariat avec les associations féminines, ont contribué au succès de l'opération.

Guinée

Une nouvelle variété de riz pour renforcer les moyens d'existence des populations vulnérables

Une nouvelle variété de semences de riz à cycle court a été introduite dans le cadre de la réponse à la crise. Développée par le Centre du riz pour l'Afrique (Africarice), une institution de recherche spécialisée, elle est adaptée aux conditions agro-écologiques du pays.

Appréciée pour ses qualités gustatives, cette variété a donné satisfaction aux bénéficiaires du fait de sa précocité (trois mois au lieu de quatre pour les variétés locales) qui a permis aux populations bénéficiaires de disposer de riz en pleine période de soudure. Par ailleurs, cette variété donne un meilleur rendement que les variétés locales et a permis aux bénéficiaires de constituer des réserves équivalant à quatre mois de consommation.

Au cours de la distribution des semences, un système de remboursement de la quantité octroyée a été instauré de manière à ce que d'autres agriculteurs puissent bénéficier de cette nouvelle variété et que celle-ci soit ainsi mieux diffusée.

Mali

Une réponse complète et raisonnée pour faire face à une crise complexe

La FAO Mali a adopté deux types d'approches: une réponse à la crise alimentaire qui sévit dans tout le Sahel et une réponse spécifique à la crise des déplacés. Cette double réponse s'est déclinée sous la forme d'un appui à la culture maraîchère et au petit élevage apporté aux ménages des communes vulnérables par la distribution d'outils, de semences adaptées et d'engrais, ainsi que de caprins, de volailles et de soins vétérinaires.

L'approche s'appuyant sur les commissions communales/comités villageois a permis de s'assurer que l'aide atteignait bien les bénéficiaires identifiés. De plus, un encadrement assuré par les services techniques, les partenaires d'exécution et les experts nationaux de la FAO a permis de garantir la durabilité de l'action.

Les animaux achetés ont été examinés et mis en quarantaine avant d'être livrés aux bénéficiaires, afin d'éviter les éventuelles contaminations.

Deux pistes pour améliorer la réponse en matière d'élevage

Globalement, l'approche visant à organiser des foires au bétail n'est pas suffisamment maîtrisée par les partenaires et les services techniques. Très peu de fournisseurs y ont répondu par manque de confiance, ce qui a entraîné des retards dans l'organisation des foires. Une sensibilisation et formation des partenaires ainsi qu'un appui logistique plus important sont nécessaires pour pallier ces problèmes.

Les aliments pour bétail sont peu disponibles localement et les fournisseurs peu nombreux. C'est pourquoi il est nécessaire de prévoir des délais d'approvisionnement plus longs et de renforcer la capacité des éleveurs à organiser l'alimentation du bétail à partir de produits locaux.

¹ Pour créer un noyau d'élevage caprin par exemple, on fournit un mâle pour 9 femelles gestantes afin de favoriser le démarrage du petit élevage.

Mauritanie

Une réponse innovante et efficace pour soutenir les ménages vulnérables

- Le planning de distribution des semences traditionnelles a respecté le calendrier culturel pour la campagne sous pluie (juillet) et la campagne de décrue (octobre).
- L'opération de déstockage² organisée en réponse à la crise a permis, d'une part, d'injecter du cash chez des éleveurs pour leur permettre d'acheter de l'alimentation pour le bétail et ainsi de sauvegarder une partie de leur cheptel, et d'autre part, de fournir un apport en viande aux ménages les plus vulnérables.
- L'opération pilote de production fourragère menée dans sept coopératives maraîchères a donné des résultats très encourageants, et son appropriation par les bénéficiaires a suscité l'intérêt des communautés pastorales voisines. Cette production fourragère permet de valoriser les jardins après la saison maraîchère et de générer des revenus supplémentaires.
- La promotion de la culture et de la consommation de la patate douce actuellement menée auprès des coopératives, contribue à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages en période de soudure.

Recommandation

Répliquer les activités pilotes réussies telles que la production fourragère au niveau des coopératives.

Niger

Restaurer les moyens d'existence des populations vulnérables

La disponibilité en semences améliorées a été assurée grâce à l'appui que la FAO a apporté aux groupements de producteurs de semences. Tous les acteurs humanitaires ont ainsi eu accès dès le mois de janvier 2012 à un annuaire recensant la disponibilité des semences améliorées sur l'ensemble du territoire nigérien.

De plus, la FAO a couvert 38% des besoins immédiats en semences améliorées des ménages vulnérables contribuant ainsi non seulement au déroulement normal de la campagne pluviale 2012 pour ces ménages, mais aussi à améliorer les rendements, et à couvrir jusqu'à 2-3 mois de leurs besoins alimentaires.

Sénégal

Une réponse inter-agences complémentaire et cohérente

La FAO et le PAM avaient les mêmes bénéficiaires. Les deux agences ont travaillé de façon complémentaire en faisant précéder la distribution de semences de la FAO par la distribution des vivres du PAM ce qui a permis de réduire le risque de consommation des semences par les ménages.

Recommandation

Répliquer les bonnes pratiques identifiées pour la mise en œuvre de la réponse, en particulier la sensibilisation et le ciblage

Tchad

Une réponse multisectorielle appropriée

La réponse apportée a comporté deux volets. Elle a d'abord consisté en un appui alimentaire direct avec la mise en vente de stock de vivres de l'Etat et des distributions alimentaires organisées par le PAM et les ONG. Le deuxième volet de la réponse visait à soutenir l'activité agricole. Cent soixante-cinq mille ménages ont été ciblés dans les zones affectées, en particulier en zone sahélienne. Ils ont reçu un appui en matière d'aliments pour le bétail, de cultures pluviales et de maraîchage.

Un système de monitoring pour ajuster la réponse

La mise en place d'un système de suivi et monitoring au cours des opérations a permis d'obtenir des

² Le déstockage consiste à réduire le nombre de têtes de bétail au sein d'un troupeau soit par vente soit par abattage. Dans le cas présent, il s'agissait d'une opération par abattage.

informations fiables quant à l'appréciation par les bénéficiaires de l'assistance apportée, ce qui a permis d'ajuster la réponse par la suite.

L'absence de plan national réduit l'efficacité de la réponse

Il n'existe pas de plan de contingence au niveau national. L'absence d'une base de travail concrète (évaluations, programme national d'appui aux ménages affectés, etc.) a conduit à une réponse non suffisamment coordonnée et en a réduit l'efficacité.

Opérations: un mécanisme de contrôle de qualité des produits peu performant

- La mise en place des aliments pour le bétail a été rendue difficile du fait de la faible capacité financière des fournisseurs.
- Certaines normes techniques se sont avérées inadéquates par rapport à la réalité locale. C'est le cas notamment des normes qui s'appliquent aux aliments pour le bétail tels que le tourteau de graines de coton et le son de blé.
- Les capacités locales de contrôle de qualité étant insuffisantes, les activités de contrôle ont été confiées à une entreprise privée internationale ce qui a engendré un retard dans la disponibilité des résultats et la certification des produits.

Niveau sous régional: Afrique de l'Ouest et Sahel

Une intégration systématique de l'approche RRC/GRC dans les stratégies d'intervention de la FAO dans la sous-région pour renforcer la résilience des communautés

L'approche programmatique de la FAO a évolué avec la promotion de l'approche de Réduction des risques de catastrophes/gestion des risques de catastrophes (RRC/GRC) au niveau de la région. Son inclusion est systématique dans la stratégie d'intervention et dans les documents de projets de l'Organisation. Aussi, la FAO, à travers le Bureau Sous-régional des urgences et de la réhabilitation de la FAO (REOWA), participe aux travaux de la Task Force RRC et à l'élaboration de plans nationaux de réduction et gestion des risques au niveau de la région. De plus, la FAO a mis la résilience en avant dès le début de la crise en 2012. A ce titre, le REOWA a contribué à l'élaboration du document « Cadre stratégique de réponse régionale de la FAO à la Crise Sahel 2012: l'urgence d'appuyer la résilience des populations vulnérables ».

Une prise en compte insuffisante des questions pastorales par les acteurs impliqués

D'une manière générale, la prise en compte de la situation spécifique du bétail et du pastoralisme avant et pendant la crise a été insuffisante par rapport à celle du secteur agricole. Cela s'explique par une moindre connaissance de la part des gouvernements, partenaires et bailleurs de fonds sur les questions de vulnérabilité en milieu pastoral.

Recommandation

Renforcer la promotion des bonnes pratiques et approches RRC/GRC et résilience, ainsi que leur intégration dans les politiques, stratégies et plans régionaux et nationaux de sécurité alimentaire et agriculture

APRÈS LA CRISE: RÉHABILITATION ET TRANSITION

Côte d'Ivoire

Continuité entre actions d'urgence, réhabilitation et relance de l'économie locale

- Dans les zones d'intervention d'urgence (ouest), la FAO a entrepris des activités de relance de l'économie locale à travers des activités génératrices de revenus (transformation de produits agricoles, petit élevage, commercialisation, etc.) et de réhabilitation d'infrastructures de production avec l'aménagement sommaire de bas-fonds pour la culture de riz.
- La FAO a lancé, juste après la crise, des programmes de multiplication de semences de qualité au niveau communautaire afin de pallier les manques

Mali

Une stratégie d'approvisionnement au service de la promotion de l'économie locale

La FAO Mali favorise l'économie locale dans ses zones d'intervention à travers les achats locaux et utilise les semences certifiées et analysées par le laboratoire national de semences du Mali.

Recommandation

Promouvoir les achats locaux pour renforcer les moyens d'existence et l'économie locale.

Niger

Améliorer l'approvisionnement en produits agricoles et développer des actions à plus long terme pour améliorer les moyens d'existence des populations

La dépendance des marchés de la sous-région pour l'approvisionnement en aliments pour le bétail pose non seulement le problème de capacités logistiques et financières des fournisseurs mais aussi celui de la qualité des produits.

Par ailleurs, en plus de la réponse aux besoins immédiats des populations vulnérables, les activités devraient prendre plus en compte et intégrer des activités de réhabilitation et de transition vers le développement.

Sénégal

Une réponse à double voie pour une action plus durable

La réponse de la FAO selon la 'Twin Track approach' a permis de s'attaquer à la fois aux besoins immédiats et aux problématiques à plus long terme (mise en place de systèmes d'irrigation goutte à goutte, clôtures pérennes, réhabilitation de puits).

Un intérêt insuffisant de la part des bailleurs pour la réhabilitation

Le fait que les bailleurs s'intéressent en priorité aux opérations de réponse aux urgences, et non à celles de réhabilitation, n'a pas permis de mener suffisamment d'actions allant dans le sens d'une bonne prise en charge des causes structurelles. Ainsi, dans le secteur de l'élevage, la reconstitution du cheptel, la mise en place des Banques Aliments Bétail (BAB), et la production fourragère n'ont pas pu être développées.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvieroberconsulting@yahoo.fr

CIBLAGE

Synthèse des réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences liées à la préparation et à la réponse à la crise dans le Sahel et à l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, en Guinée et en Guinée Bissau



Burkina Faso

Recommandation

Améliorer le ciblage des bénéficiaires pour une meilleure prise en compte des critères de vulnérabilité

Côte d'Ivoire

Le principe du «do no harm»¹ au service de la cohésion sociale

- La FAO a assuré un équilibre dans l'identification des bénéficiaires entre les différentes communautés afin de préserver et renforcer la cohésion sociale.
- Une attention particulière a été portée à l'identification des bénéficiaires des activités d'appui au maraîchage, d'activités génératrices de revenus (AGR) et à la réhabilitation de bas-fonds afin que les différentes communautés soient représentées et qu'elles travaillent ensemble à la réalisation d'un objectif commun.
- L'identification des bénéficiaires s'est faite de manière participative avec la mise en place de comités villageois composés des représentants des différentes communautés.

Guinée Bissau

Une stratégie d'identification des bénéficiaires adaptée à la spécificité des groupes cibles

Compte-tenu du contexte et de la spécificité des groupes de bénéficiaires ciblés (familles touchées par le VIH/sida), l'approche d'identification des bénéficiaires a été adaptée afin d'éviter leur stigmatisation. Une campagne de sensibilisation menée à travers les associations qui travaillent avec ces groupes s'est avérée payante en la matière.

Guinée

Une approche communautaire et participative du ciblage des bénéficiaires

La promotion d'une approche communautaire basée sur la mise en place de comités villageois a permis de faire un ciblage participatif des bénéficiaires, parmi les agriculteurs victimes d'inondations en juillet 2010.

¹ Ne pas nuire.

Mali

Une phase de préparation et d'identification participative

Le processus d'identification et de sélection des bénéficiaires a été participatif grâce à la mise en place de commissions communales et de comités villageois rassemblant les chefs de villages, les autorités et les élus, les services techniques décentralisés et les représentants des bénéficiaires.

Recommandation

Promouvoir le ciblage participatif des bénéficiaires et la sensibilisation sur les critères de ciblage afin d'assurer une meilleure réponse et réduire les risques de conflits au sein des communautés ciblées.

Mauritanie

Un suivi rigoureux du processus de ciblage est nécessaire

Même si les critères de ciblage des bénéficiaires sont définis et validés par la FAO et le Ministère du développement rural (MDR), le choix des zones vulnérables reste une prérogative des autorités locales. Pour minimiser les éventuelles dérives, la FAO a réalisé des missions d'accompagnement sur le terrain pour vérifier la bonne compréhension des critères par les acteurs concernés, et leur méthode d'identification des ménages bénéficiaires. Ce suivi rigoureux est nécessaire et il doit continuer pour garantir la transparence du processus de ciblage.

Niger

Améliorer le ciblage des bénéficiaires

Le ciblage a parfois pu être problématique. Les communautés de bénéficiaires devraient être plus impliquées et responsabilisées, et un système de gestion des plaintes devrait être mis en place afin de faire remonter les problèmes.

De plus, les enquêtes globales sur la sécurité alimentaire doivent être systématiquement complétées par des études spécifiques, telles que l'analyse de l'économie des ménages, afin d'améliorer le ciblage, en particulier par rapport aux critères liés au genre et aux moyens d'existence.

Recommandation

Renforcer le ciblage et la redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires.

Sénégal

Recommandation

Répliquer les bonnes pratiques identifiées pour la mise en œuvre de la réponse, en particulier la sensibilisation et le ciblage

Tchad

Le processus de ciblage doit être amélioré

Le gouvernement a initié une mission conjointe avec les différents partenaires afin d'effectuer le ciblage des bénéficiaires. Cette mission a été tardive (avril 2012). Les différents partenaires ont utilisé les résultats de l'enquête de sécurité alimentaire menée conjointement par le Programme alimentaire mondial (PAM) et le gouvernement en décembre 2011 et janvier 2012 qu'ils ont affinés dans leurs zones d'intervention respectives.

Recommandation générale

Evaluer la qualité du ciblage après les distributions.

José Luis Fernandez

Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya

Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert

Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr

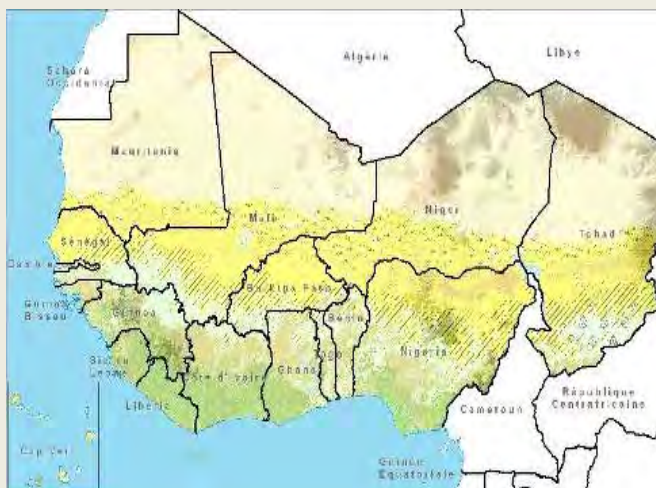


Quelles leçons tirer de la crise pour mieux nous préparer aux chocs futurs?

Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation de la FAO, Dakar, 4 - 6 décembre 2012

COORDINATION

Synthèse des réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences liées à la préparation et à la réponse à la crise dans le Sahel et à l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, en Guinée et en Guinée Bissau



Burkina Faso

La coordination est essentielle pour renforcer la résilience communautaire

Un plan d'action a été développé conjointement par la FAO, la Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Union européenne et le gouvernement.

Une approche multisectorielle a été adoptée pour réaliser les activités planifiées. De bonnes relations de partenariat ont été développées avec le PAM. Elles se sont traduites par la production conjointe d'une feuille de route sur la résilience et la gestion des risques de catastrophes.

Recommandation

Chercher les moyens d'améliorer les relations avec le gouvernement pour garantir une coordination efficace.

Côte d'Ivoire

Une planification et une réponse coordonnées entre les différents acteurs

L'identification des zones d'intervention prioritaire s'est faite lors d'un atelier de planification qui a réuni tous les partenaires opérationnels (Organisations non gouvernementales [ONG]), les bailleurs de fonds (ECHO, Bureau d'assistance aux catastrophes à l'étranger de l'Agence des États-Unis pour le développement international [OFDA]), les agences des Nations Unies et les services gouvernementaux. Ceci a permis de développer des synergies et complémentarités dans les appuis fournis aux bénéficiaires (kits semences en nature accompagnés d'outils et d'engrais ou de cash) et d'harmoniser les pratiques de distribution de cash organisée par les différents partenaires.

Sur recommandation des bailleurs de fonds, la FAO a assuré l'achat des semences locales améliorées et de l'engrais pour l'ensemble des ONG partenaires des bailleurs impliqués dans les projets d'appui à la relance agricole. La coordination assurée par la FAO au sein du cluster Sécurité alimentaire a permis de couvrir les zones prioritaires et d'assister les ménages les plus vulnérables.

Gambie

Une phase de préparation efficace grâce à des mécanismes de coordination à tous les niveaux

- Des réunions hebdomadaires de suivi de la sécurité alimentaire ont été organisées par le Président du Conseil pour la sécurité alimentaire et des rapports hebdomadaires sur la situation ont été produits, permettant ainsi de mobiliser des ressources.
- La coordination avec le gouvernement a été excellente. Des comités ont été créés au niveau des districts régionaux et des villages, et une matrice d'intervention a été mise au point avec le concours de toutes les parties prenantes, à savoir l'équipe pays des Nations Unies (UNCT), le gouvernement, la société civile et les bailleurs de fonds.

Mauritanie

Une coordination de la réponse mise en place tardivement

- La mise en place du groupe sectoriel Sécurité Alimentaire chargé de coordonner la réponse entre les différents acteurs impliqués (ONG internationales et nationales, agences des Nations Unies, etc.) a été quelque peu tardive ce qui a limité l'efficacité des activités menées.
- La culture de l'urgence est peu développée au plan national, et le nombre de partenaires potentiels est limité.

Recommandation

Favoriser la coordination entre les acteurs pour développer des synergies et améliorer la qualité de la réponse d'urgence.

Niger

Un système d'alerte précoce efficace grâce à une bonne coordination

Les rencontres du cluster Sécurité alimentaire ont permis de suivre régulièrement l'évolution de la campagne agropastorale. Une évaluation conjointe menée à mi-parcours montrait déjà les prémices d'un déficit agricole, ce qui a permis au gouvernement de tirer la sonnette d'alarme à temps. La FAO a participé aux rencontres techniques du système d'alerte précoce, ainsi qu'à l'enquête d'évaluation de la vulnérabilité des ménages menée conjointement par le PAM, la FAO, le Comité permanent Inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et Réseau des systèmes d'alerte précoce de famine de l'Agence des États-Unis pour le développement international (FEWSNET) pour identifier les ménages en insécurité alimentaire modérée et sévère.

Des partenariats renforcés pour une réponse multisectorielle

Une contribution importante a été apportée à la préparation du plan de soutien aux populations vulnérables pour les secteurs de l'agriculture et de l'élevage et du processus d'appel consolidé 2012 (Appel consolidé Inter-agences CAP 2012). La collaboration avec les Ministères de l'agriculture et de l'élevage et les ONG a permis de définir les rôles et responsabilités des acteurs dans la planification de la réponse.

Le cluster Sécurité alimentaire a fonctionné tout au long de la crise. Sur le plan national, il a appuyé la coordination de la réponse grâce à la mise en place de groupes de travail thématiques qui ont facilité la recherche de partenaires et permis d'éviter les duplications.

Les ONG partenaires ont été sélectionnées selon leur présence sur le terrain, leurs capacités logistiques et humaines et la conduite d'activités favorisant une réponse multisectorielle.

Sénégal

Une réponse inter-agences complémentaire

La FAO et le PAM avaient les mêmes bénéficiaires. Les deux agences ont travaillé de façon complémentaire en faisant précéder la distribution de semences de la FAO par la distribution des vivres du PAM ce qui a permis de réduire le risque de consommation des semences par les ménages.

Tchad

Une phase de préparation concertée et un appel de fonds efficace

L'alerte a été lancée à temps par le gouvernement tchadien en décembre 2011. Dès lors, les partenaires (agences des Nations Unies, ONG et gouvernement) ont travaillé ensemble pour lancer les campagnes d'appel de fonds et le plaidoyer précoce du Système des Nations Unies auprès des bailleurs a abouti à l'arrivée rapide de financements:

- la réponse du Fonds central de réponse d'urgence (CERF) a permis de démarrer les opérations rapidement.
- en février, les partenaires (Union européenne, Suisse, Danemark, Etats-Unis, Japon, France) ont déclaré conjointement leurs intentions de financer ou de contribuer directement en réponse à l'appel.

Niveau sous régional: Afrique de l'Ouest et Sahel

Une bonne coordination et un leadership efficace dans toutes les phases de la réponse

La bonne coordination régionale et inter-agences a permis de réaliser:

- un suivi régulier et approfondi de la situation alimentaire et nutritionnelle à travers des missions d'évaluation des marchés et des récoltes organisées conjointement par CILSS-FAO-FEWS NET-PAM-Gouvernements en 2011, la coprésidence PAM-FAO-Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)-Action contre la Faim, et la participation active au groupe de travail Sécurité alimentaire et nutrition;
- le lancement d'une Alerte rapide précoce commune au PAM et à la FAO dès octobre et novembre 2011 au niveau régional;
- l'élaboration et le lancement le 15 décembre 2011 d'une stratégie de préparation et de réponse régionale et inter-agences à travers le Comité permanent inter-agences (IASC¹), et son actualisation en février 2012;
- la mobilisation de financements de certains bailleurs de fonds dès décembre 2011;
- l'utilisation d'outils communs pour déterminer les zones et populations vulnérables (méthodologie du Cadre Harmonisé dans les analyses régionales, participation active du Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation de la FAO (REOWA) aux travaux de la Cellule d'analyse du Cadre Harmonisé et, depuis 2011, publication de cartes);
- la participation de la FAO à la définition de la composante sécurité alimentaire et agriculture dans tous les appels et stratégies humanitaires ainsi que les plans de contingence de la région.
- la très bonne coordination avec le bureau du Coordinateur régional humanitaire qui a permis d'élaborer un système de suivi, de gestion de l'information et de compte rendu sur la réponse de la communauté humanitaire à la crise du Sahel.

Mais une analyse divergente de la situation a affecté la réponse de certains bailleurs

En matière de coordination, des divergences ont été constatées dans les évaluations de la sécurité alimentaire menées par des partenaires régionaux. En conséquence, malgré le consensus parmi la majorité des partenaires quant à la sévérité de la crise, la sous-estimation de son ampleur par un acteur isolé a retardé la réactivité de certains bailleurs de fonds.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

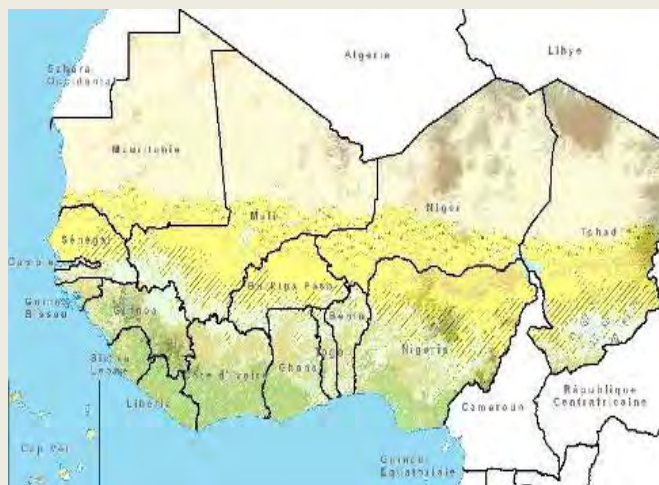
Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr

¹ Inter Agency Standing Committee: cette structure rassemble les agences des Nations Unies, les ONG et les bailleurs de fonds humanitaires

GENRE

Synthèse des réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences liées à la préparation et à la réponse à la crise dans le Sahel et à l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, en Guinée et en Guinée Bissau



Burkina Faso

Un ciblage et un cadre de suivi-évaluation qui intègrent le genre

Des programmes ont été spécialement conçus pour les femmes. C'est le cas notamment du maraîchage et de l'exploitation de produits forestiers non ligneux.

Des indicateurs ont été définis spécialement pour collecter des informations et évaluer ces programmes.

Côte d'Ivoire

Genre et nutrition harmonieusement combinés pour réduire la malnutrition

La FAO a organisé les séances de sensibilisation et d'éducation nutritionnelle à l'attention des groupements maraîchers majoritairement féminins. En plus des formations et sensibilisation nutritionnelles, des démonstrations culinaires à base de produits locaux ont été organisées à l'attention des mères dans les centres nutritionnels de l'ouest. Des jardins potagers ont été mis en place pour servir de cadre d'apprentissage à la pratique de la culture maraîchère par les mères.

Gambie

Ciblage et distribution ont mis l'accent sur les femmes

Les distributions de riz, semences de légumes, petits outils et engrais ont particulièrement ciblé les femmes. De plus, des puits ont été réhabilités et des clôtures construites dans des jardins communautaires gérés par les femmes. Le ciblage des bénéficiaires a accordé la priorité aux femmes cheffes de famille.

Guinée Bissau

Une large place faite aux femmes

Dans le domaine du maraîchage, 100% des bénéficiaires sont des femmes.

Dans le domaine de l'élevage, et bien que ces activités soient généralement gérées par les hommes, les femmes ont représenté 35% des bénéficiaires des abris pour les animaux et de la création des noyaux de petit élevage.

Guinée

Cibler les femmes pour améliorer l'alimentation et les revenus des ménages

Lors du ciblage, les femmes cheffes de ménage et les veuves, considérées comme les plus vulnérables, ont

fait l'objet d'une attention particulière. Ainsi, 80% des bénéficiaires des cultures maraîchères étaient des femmes. Cela a permis non seulement d'améliorer la consommation de légumes dans les familles et l'état nutritionnel des enfants, mais également de générer des revenus complémentaires.

Mali

Promotion de la nutrition et du genre

- Des activités d'éducation, de formation et de sensibilisation nutritionnelle ont été menées dans les centres de santé à l'attention des femmes enceintes et allaitantes.
- Des semences maraîchères et un appui aux techniques culturales ont été fournis aux productrices et producteurs pour augmenter la productivité et ainsi améliorer l'apport nutritionnel.

Des progrès à faire dans l'octroi des parcelles maraîchères

L'accès des femmes aux parcelles maraîchères a posé problème à certains endroits. En effet, les autorités coutumières n'ont pas l'habitude d'octroyer des parcelles aux femmes. Des mesures (négociation, sensibilisation) ont été préconisées afin que les parcelles déjà valorisées par les bénéficiaires leur soient définitivement attribuées.

Niger

Prise en compte du genre pour augmenter le revenu des familles

L'appui en équipements et infrastructures d'irrigation a permis de renforcer les capacités des groupements féminins autour des sites maraîchers. Cette intervention a contribué à diversifier l'alimentation des ménages, et à améliorer leurs revenus.

Sénégal

Des objectifs atteints

Les questions liées au genre ont été particulièrement bien prises en compte lors du ciblage des bénéficiaires. En effet, l'objectif d'au moins 25% de femmes cheffes de ménage a été fixé. Les résultats préliminaires semblent confirmer que cet objectif sera atteint.

Recommandation

Accorder une place prépondérante aux femmes dans les activités maraîchères et rizicoles

Tchad

Un appui ciblé aux activités gérées par les femmes

Selon les projets, la réponse apportée a plus particulièrement ciblé les femmes. C'est le cas notamment de la distribution d'aliments pour soutenir l'élevage des petits ruminants, une activité gérée essentiellement par les femmes.

Niveau sous régional: Afrique de l'Ouest et Sahel

Une prise en compte systématique des questions liées au genre

Au niveau de la sous-région, tous les documents d'orientation stratégique et de programmation en lien avec la crise Sahel 2012 ont systématiquement intégré la dimension genre. C'est le cas notamment de la stratégie d'intervention et des appels humanitaires qui ont été préparés.

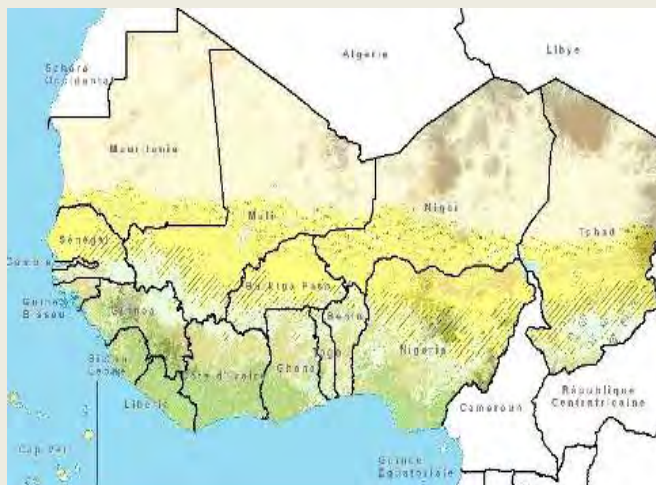
José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvieroberconsulting@yahoo.fr

MOBILISATION DES RESSOURCES

Synthèse des réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences liées à la préparation et à la réponse à la crise dans le Sahel et à l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, en Guinée et en Guinée Bissau



Côte d'Ivoire

Des financements tardifs et directifs

La préparation des activités s'est faite dans les temps mais les financements sont arrivés tardivement par rapport à la saison. Ceci a induit un certain retard dans les livraisons des intrants.

Les actions d'urgence menées en soutien à la sécurité alimentaire se sont essentiellement concentrées dans l'ouest et le sud-ouest du pays. Ce choix a été guidé selon certains intérêts stratégiques des bailleurs alors qu'il y avait également des besoins au nord.

Gambie

Des financements qui ne répondent pas à la demande

Malgré le soutien du Bureau sous-régional des Urgences et de la réhabilitation de la FAO (REOWA), la présence limitée de partenaires techniques et financiers dans le pays ainsi que l'analyse tardive de la situation alimentaire et nutritionnelle ont été des freins à une mobilisation rapide et suffisante de fonds.

Guinée Bissau

Des financements insuffisants pour couvrir l'ensemble des besoins

Les activités autour de l'élevage ont suscité une forte demande de la part du groupe cible. Les financements malheureusement limités n'ont pas permis de mettre en œuvre les activités génératrices de revenus et n'ont donc que partiellement couvert les besoins.

Guinée

Une capacité de mobilisation des ressources locales limitée

La présence limitée de partenaires techniques et financiers ainsi que le contexte sociopolitique guinéen suspendant l'aide au développement dans le pays, réduisent la capacité de mobilisation des ressources locales.

Recommandation

Contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation des ressources

Mali

Une mobilisation de ressources à la hauteur des besoins

L'intérêt provoqué par le conflit au nord du pays a facilité la mobilisation de ressources qui a dépassé les demandes formulées lors du Processus d'appels consolidés (CAP 2012) et a permis de mettre en œuvre une réponse globale et complète à la crise de 2012.

Mauritanie

Des activités de gestion des risques insuffisamment financées par les bailleurs

En parallèle des activités de réponse immédiate à la crise, la FAO a réussi à mettre en place des activités répondant à des besoins de plus long terme comme la production fourragère, ou l'amélioration de la nutrition à travers la promotion de la patate douce. Cependant, étant donné la difficulté des bailleurs humanitaires à financer les projets de réhabilitation et développement, ces activités n'ont pu être mises en œuvre que sur des projets d'urgence, ce qui implique une durée malheureusement limitée et donc un impact moins significatif.

Recommandation

Améliorer la visibilité de la réponse et mieux la documenter afin de mobiliser davantage de fonds pour les activités de gestion des risques de catastrophes et de renforcement de la résilience des populations.

Niger

La mobilisation des ressources retardée par une confusion du message aux bailleurs

Des interprétations différentes de la situation alimentaire ont créé une certaine confusion parmi les bailleurs de fonds et freiné la mobilisation des ressources. Or, la libération des ressources doit se faire à temps afin de répondre aux besoins des bénéficiaires qui sont liés aux calendriers agricoles.

Recommandation

Anticiper les besoins pour une meilleure planification de la réponse et une mobilisation plus efficace des ressources.

Sénégal

Un intérêt insuffisant de la part des bailleurs pour la réhabilitation

Le fait que les bailleurs s'intéressent en priorité aux opérations de réponse aux urgences, et non à celles de réhabilitation, n'a pas permis de mener suffisamment d'actions allant dans le sens d'une bonne prise en charge des causes structurelles. Ainsi, dans le secteur de l'élevage, la reconstitution du cheptel, la mise en place des Banques Aliments Bétail (BAB) et la production fourragère n'ont pas pu être développées.

Tchad

Une phase de préparation concertée et un appel de fonds efficace

L'alerte a été lancée à temps par le gouvernement tchadien en décembre 2011. En conséquence, les partenaires (agences des Nations Unies, Organisation non gouvernementales (ONG) et gouvernement) ont travaillé ensemble pour lancer les campagnes d'appel de fonds. Le plaidoyer précoce du Système des Nations Unies (SNU) auprès des bailleurs a abouti à l'obtention rapide des financements:

- La réponse du Fonds central de réponse d'urgence (CERF) a permis de démarrer les opérations rapidement.
- En février 2012, les partenaires (Union européenne, Suisse, Danemark, Etats-Unis, Japon, France) ont déclaré conjointement leurs intentions de financer ou de contribuer directement en réponse à l'appel.

Niveau sous régional: Afrique de l'Ouest et Sahel

Ressources et capacités insuffisantes pour initier une réponse rapide

Le manque de fonds propres adéquats de la FAO pour répondre aux crises humanitaires n'a pas permis au REOWA de se préparer suffisamment et d'initier une réponse rapide par le déploiement de ressources

humaines et financières. La réponse de certains bailleurs de fonds dans la région a été tardive et a été concentrée sur l'aide alimentaire et la prise en charge de la malnutrition tandis que les interventions destinées à soutenir la protection et reconstitution des moyens d'existence ont été sous-financées.

Une analyse divergente de la situation affecte la réponse de certains bailleurs

En matière de coordination, des divergences ont été constatées dans les évaluations de la sécurité alimentaire menées par des partenaires régionaux. En conséquence, malgré le consensus parmi la majorité des partenaires quant à la sévérité de la crise, la sous-estimation de son ampleur par un acteur isolé a retardé la réactivité de certains bailleurs de fonds.

Recommandation

Renforcer la stratégie de mobilisation de ressources de la FAO et continuer le plaidoyer afin que la préservation et l'amélioration des moyens d'existence des populations vulnérables (y compris les populations pastorales) soient mieux prises en compte.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr

PARTENARIAT

Synthèse des réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences liées à la préparation et à la réponse à la crise dans le Sahel et à l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, en Guinée et en Guinée Bissau



Burkina Faso

Un partenariat efficace piloté par le gouvernement

Le partenariat a été encouragé à la fois par le gouvernement et les Organisations non gouvernementales (ONG). Les Ministères de l'environnement et de l'élevage ont obtenu de bons résultats en termes d'efficacité dans la mise en œuvre d'activités conjointes.

Gambie

Des partenariats multiples et multiformes dans toutes les phases de la réponse

- Une collaboration étroite s'est établie dès les premières étapes de l'évaluation des besoins entre le gouvernement, les agences des Nations Unies et d'autres parties prenantes de manière à identifier les activités et à répondre de façon concertée.
- Des groupes de travail thématiques ont été formés pour répondre à toutes les questions émergentes concernant la sécurité alimentaire. Ces groupes sont composés de membres de la société civile, de la cellule de crise des Nations Unies ainsi que des partenaires gouvernementaux concernés.
- Des réunions mensuelles ont été organisées par la cellule de crise des Nations Unies (co-présidée par la FAO et le Programme alimentaire mondial [PAM]) afin d'aborder la résilience au niveau national.
- Des rapports hebdomadaires inter-agences ont été produits dès le début de la crise. A mesure que les activités se sont ralenties, la fréquence de ces rapports est passée à une fois toutes les deux semaines.
- Un groupe de mobilisation des ressources présidé par le Ministère des finances a été constitué.
- Des missions conjointes de suivi ont été organisées avec la participation de tous les partenaires.
- Une séance de travail a récemment été organisée à l'initiative de l'équipe pays des Nations Unies (UNCT) pour tirer les leçons et évaluer l'efficacité de la réponse apportée aux mauvaises récoltes de l'année en Gambie. Toutes les parties prenantes ont pris part à cette séance, y compris les Ministères de l'agriculture et des finances ainsi que la communauté locale des donateurs.

- Une séance d'information organisée avec les bailleurs de fonds a permis de faire le point sur la mise en œuvre afin de partager les succès et les défis.

Des partenariats à développer avec le secteur privé

- Aucun mécanisme n'a été mis en place pour garantir la participation du secteur privé aux efforts de mobilisation des ressources en réponse à la crise.
- Les partenaires gouvernementaux ont été confrontés à des problèmes logistiques, tels que le transport et le manque d'infrastructures adéquates pour le stockage des intrants.

Guinée Bissau

Un partenariat pertinent pour atteindre les bénéficiaires cibles

Le partenariat avec le Secrétariat national de lutte contre le VIH/sida et le Réseau national des associations des personnes vivant avec le VIH/sida a permis d'atteindre cette cible de bénéficiaires plus facilement.

Des capacités limitées affectent le lien avec les groupes cibles de bénéficiaires

Les partenaires de mise en œuvre ne couvrent pas la totalité du pays. C'est pourquoi dans les régions où ils ne sont pas présents, ils font appel à des agents de santé qui peuvent avoir une approche des personnes vivant avec le VIH/sida différente de celle des associations qui travaillent avec ce groupe cible.

Guinée

Un partenariat inter-agences au service d'une meilleure qualité nutritionnelle des cantines scolaires

Dans le cadre de la collaboration FAO/PAM, des jardins potagers ont été aménagés par la FAO dans les écoles dont les cantines sont approvisionnées en riz par le PAM. Ces jardins permettent aux élèves et à leurs parents de produire des légumes pour la cantine scolaire et ainsi de diversifier l'alimentation des enfants. Ils sont aussi l'opportunité de dispenser des cours pratiques de nutrition aux familles.

Mauritanie

Un partenariat porteur de synergies

La collaboration entre la FAO et le Ministère du développement rural (MDR) a permis de mettre en œuvre une réponse complémentaire, à la fois en termes de types d'activités et de zones d'intervention.

Niger

Des partenariats renforcés pour une réponse multisectorielle

Une contribution importante a été apportée à la préparation du plan de soutien aux populations vulnérables pour les secteurs de l'agriculture et de l'élevage et du processus d'appel consolidé 2012 (CAP 2012). La collaboration avec les Ministères de l'agriculture et de l'élevage et les ONG a permis de définir les rôles et responsabilités des acteurs dans la planification de la réponse.

Le cluster Sécurité alimentaire a fonctionné tout au long de la crise. Sur le plan national, il a appuyé la coordination de la réponse grâce à la mise en place de groupes de travail thématiques qui ont facilité la recherche de partenaires et permis d'éviter les duplications.

Les ONG partenaires ont été sélectionnées selon leur présence sur le terrain, leurs capacités logistiques et humaines et la conduite d'activités favorisant une réponse multisectorielle.

Sénégal

Un partenariat gagnant pour la sensibilisation

Le partenariat avec les services techniques des Ministères de l'agriculture et de l'élevage, les ONG (Groupe d'Action pour le Développement Communautaire [GADEC], Caritas, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières [AVSF]), les collectivités locales et le commandement territorial a été très bon lors du processus de sensibilisation.

Des partenariats opérationnels de qualité inégale

Un des quatre partenaires opérationnels retenus dans la réponse n'a pas été suffisamment performant, ce qui a affecté la qualité de la mise en œuvre dans sa zone d'intervention. Une vérification rigoureuse du

dispositif technique et de suivi du partenaire est cruciale avant d'entrer en partenariat.

Tchad

Des partenariats inter-agences et opérationnels efficaces

Le partenariat entre la FAO et le PAM a permis d'apporter une réponse intégrée en matière d'assistance alimentaire et d'appui à la production agricole, dans le cadre du programme Vivres contre travail (VCT) et de mise en place de haies vives autour des sites maraîchers. De plus, grâce à la disponibilité des partenaires d'exécution (ONG, services publics), les intrants ont pu être mis en place à temps auprès des bénéficiaires.

José Luis Fernandez

Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya

Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert

Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

*Synthèse des réflexions issues de l'atelier de capitalisation
d'expériences liées à la préparation et à la réponse à la crise
dans le Sahel et à l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, en
Guinée et en Guinée Bissau*



Burkina Faso

Une intégration systématique et optimale de la dimension «renforcement des capacités» dans toutes les activités

Le renforcement des capacités des bénéficiaires a été intégré dans toutes les activités.

Les contraintes procédurales ont cependant pesé sur la rapidité et l'efficacité des opérations de réponse

Côte d'Ivoire

Des capacités opérationnelles parfois insuffisantes chez les partenaires locaux

Les capacités opérationnelles des Organisations non gouvernementales (ONG) locales sont insuffisantes pour les réponses rapides. De plus, les structures d'encadrement de l'Etat connaissent un manque important de moyens logistiques et humains et sont également surchargées par d'autres activités. Cela conduit parfois à un manque d'encadrement de certains groupes bénéficiaires.

Recommandations

- Renforcer les capacités des bénéficiaires et des partenaires afin d'améliorer leur résilience
- Renforcer les capacités d'encadrement des services techniques et des ONG locales afin d'assurer une meilleure préparation aux crises

Gambie

Une formation spécialisée pour renforcer les capacités

Une formation sur la réduction et gestion des risques en matière de catastrophes (RRC/GRC) a été organisée à l'attention des décideurs politiques et des techniciens cadres de l'administration, avec le soutien de la Division du climat, de l'énergie et des régimes fonciers (NRC) de la FAO à Rome.

Guinée Bissau

L'encadrement des bénéficiaires doit être renforcé pour les cultures maraîchères

Une forte proportion des bénéficiaires n'a pas d'expérience dans le domaine du maraîchage. C'est pourquoi un encadrement rapproché et plus durable doit être mis en place. De plus, la majeure partie de la récolte est vendue et seule une faible quantité des produits récoltés est consommée directement par les bénéficiaires.

Ceux-ci n'ont en effet pas l'habitude de ces produits, et ils ne connaissent ni leur valeur nutritionnelle ni la possibilité qu'ils offrent d'améliorer la situation nutritionnelle de la famille.

Des capacités limitées affectent le lien avec les groupes cibles de bénéficiaires

Les partenaires de mise en œuvre ne couvrent pas la totalité du pays. C'est pourquoi dans les régions où ils ne sont pas présents, ils font appel à des agents de santé qui peuvent avoir une approche des personnes vivant avec le VIH/sida différente de celle des associations qui travaillent avec ce groupe cible.

Recommandations

- Adapter les modules de formation aux bénéficiaires non familiarisés à l'horticulture
- Promouvoir l'éducation nutritionnelle auprès du groupe cible

Guinée

Des formations spécifiques pour augmenter les rendements

Les bénéficiaires ont reçu des formations sur les techniques de production du riz et des légumes. Ces formations, liées à l'utilisation d'engrais, ont permis d'augmenter les rendements des cultures.

Recommandation

Renforcer les capacités des partenaires pour une meilleure gestion des risques de catastrophes

Mali

Soutenir la vie associative pour mieux répondre à la crise

- La FAO contribue au renforcement de la chaîne de solidarité à travers un système de «revolving»: des animaux sont mis à la disposition de groupements de bénéficiaires jusqu'aux premières naissances; puis ils sont attribués à d'autres groupements et ainsi de suite.
- L'organisation des bénéficiaires en groupements dans le cadre de l'exploitation des parcelles maraîchères a permis de mieux répondre à la crise.

Recommandation

Promouvoir le renforcement des capacités des bénéficiaires et de l'encadrement technique pour pérenniser les acquis en matière de résilience

Niger

Un dispositif de prévention et gestion des crises à renforcer au niveau régional

Le dispositif de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires a été faible au niveau des régions, des départements et des communes par manque de ressources humaines et logistiques. Il est nécessaire de renforcer la présence de la FAO au niveau local en ouvrant des antennes et des relais dans les zones vulnérables pour un suivi en temps réel des activités et un appui aux comités décentralisés.

Recommandation

Renforcer la capacité des autorités et des communautés locales à se préparer et à répondre aux crises

Sénégal

Une stratégie de formation en cascade pour mieux renforcer les capacités

La formation en cascade des bénéficiaires des programmes de la FAO a fonctionné: des ONG partenaires et des services techniques de l'Etat ont été les premiers formés au niveau central sur les itinéraires techniques agricoles. Ils ont ensuite eux-mêmes formé les paysans leaders choisis au sein de chaque communauté rurale, qui à leur tour ont formé des groupements paysans dans les villages.

Tchad

Recommandations

- Renforcer les capacités institutionnelles et techniques des structures en charge de la coordination des activités de soutien à la sécurité alimentaire

- Ajuster les mécanismes de contrôle de qualité des intrants au calendrier de campagne agricole et renforcer les capacités nationales en la matière

Niveau sous régional: Afrique de l'Ouest et Sahel

Le renforcement des capacités est au cœur de la stratégie GRC de la FAO en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Tandis que la résilience et la Gestion des risques en matière de catastrophes (GRC) animent vivement les débats des acteurs de l'aide humanitaire et au développement dans la sous-région, le Bureau sous-régional des urgences et de la réhabilitation de la FAO (REOWA) estime qu'il est crucial d'appuyer les demandes des pays en matière de renforcement des capacités.

A travers l'initiative conjointe FAO/Programme alimentaire mondial (PAM) en matière de Réduction et Gestion des risques de catastrophes (RRC/GRC), un programme de renforcement des capacités du personnel des deux agences ainsi que de leurs partenaires clés a été lancé dans quatre pays pilotes. Le Niger et le Burkina Faso en ont déjà bénéficié, le Tchad et le Sénégal en bénéficieront prochainement.

En outre, le REOWA a activement contribué tout au long de l'année 2012 au renforcement des capacités des partenaires opérationnels et institutionnels à travers la Task Force régionale RRC et le groupe régional Préparation aux urgences et réponse (EPR). Ceci s'est matérialisé par un atelier régional de partage des bonnes pratiques et leçons apprises, une journée internationale RRC et un atelier régional de formation des formateurs en simulation d'exercice.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvieroberconsulting@yahoo.fr



BURKINA FASO

Analyse de la réponse à la crise de 2012

Le contexte

Des pluies tardives et irrégulières ont entraîné de mauvaises récoltes. Un conseil de sécurité alimentaire a évalué la campagne agricole et constaté un déficit céréalier: 186 communes dans 18 provinces ont enregistré un déficit d'environ 155 000 tonnes. Par ailleurs, plusieurs évaluations SMART¹ ont recensé des cas de malnutrition aiguë et chronique et ont rapporté que plus d'un million d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance tandis que 400 000 autres sont atteints de malnutrition aiguë. Près de 37 000 réfugiés maliens sont arrivés dans des régions déjà touchées par le déficit céréalier, par la faible disponibilité en eau et un manque de fourrage. Ces réfugiés sont arrivés avec un cheptel d'environ 50 000 têtes de bétail.



Le gouvernement a lancé un appel à la fin du mois de février et organisé la réponse. Celle-ci s'est matérialisée par un transfert inter-région important de céréales et niébé à prix subventionnés. Dans les zones irriguées, le gouvernement a fourni des semences de maïs pour la production.

La réponse du gouvernement a eu un impact limité d'une part parce que l'approvisionnement n'a pas été correctement coordonné, d'autre part parce que les quantités étaient insuffisantes. De plus, les agriculteurs ont refusé de vendre leurs céréales, les prix fixés par le gouvernement n'étant pas attractifs. Le maïs produit dont les semences ont été financées par le gouvernement a été consommé au lieu d'être vendu.

Un plan d'intervention a été développé conjointement par la FAO, la Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Union européenne (UE) et le gouvernement.

¹ Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions

Nos recommandations pour le futur



Recommandation 1:

Chercher les moyens d'améliorer les relations avec le gouvernement

Recommandation 2:

Améliorer la capitalisation des expériences et des résultats



Recommandation 3:

Améliorer le ciblage des bénéficiaires

Recommandation 4:

Renforcer davantage les capacités des ressources humaines de l'unité administrative afin qu'elle soit apte à faire face aux challenges de plus en plus importants liés à la croissance rapide des opérations d'urgence.



Ce qui a bien fonctionné: nos succès

Appui à la filière semencière

La filière semencière a été renforcée. Les producteurs de semences ont reçu des semences sélectionnées du centre de recherche agricole tandis que les agriculteurs ont reçu des engrais pour multiplier les semences et ont vu leurs capacités de production être renforcées. Des laboratoires ont été construits pour certifier les semences et les semences produites ont été achetées par la FAO pour être distribuées aux bénéficiaires. L'utilisation de semences certifiées est passée de 7 à 14% en quatre ans.

La vulgarisation de la loi sur les semences a créé une prise de conscience dans le domaine de l'utilisation de semences certifiées de la part des partenaires. Le dialogue a été facilité entre les acteurs de la filière semencière (par exemple, les producteurs de semences et les institutions de micro-finance) pour améliorer la communication et la durabilité grâce à la stratégie marketing, la communication entre les acteurs.

Appui à la production et commercialisation des produits forestiers non ligneux

La production et les activités génératrices de revenus ont été diversifiées et renforcées grâce à la production et la commercialisation des produits forestiers non ligneux, y compris la formation pour leur utilisation, la fourniture d'outils de transformation, la fourniture de plantes et le recours à des pratiques de protection de l'environnement, telles que les clôtures autour des zones forestières pour des buts de conservation.

Appui à l'élevage

Les pasteurs ont reçu une aide en aliments pour le bétail et en vaccins qui a permis d'améliorer la filière ainsi que leurs revenus.

Enfin, un soutien apporté à la culture maraîchère en zones urbaines et périurbaines par la distribution d'intrants (semences de légumes, engrais, petit outillage) et la réhabilitation et la construction de puits a contribué à améliorer l'état nutritionnel dans les familles.

Genre

Des programmes ont été spécialement conçus pour les femmes. C'est le cas notamment du maraîchage et de l'exploitation de produits forestiers non ligneux.

Des indicateurs ont été définis spécialement pour collecter des informations et évaluer ces programmes.

Partenariat

Le partenariat a été encouragé à la fois par le gouvernement et les Organisations non gouvernementales (ONG). Les Ministères de l'environnement et de l'élevage ont obtenu de bons résultats en termes d'efficacité dans la mise en œuvre d'activités conjointes.

Réponse

Un plan d'action a été développé conjointement par la FAO, la Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Union européenne et le gouvernement.

Une approche multisectorielle a été adoptée pour réaliser les activités planifiées. De bonnes relations de partenariat ont été développées avec le PAM. Elles se sont traduites par la production conjointe d'une feuille de route sur la résilience et la gestion des risques de catastrophes.

Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités des bénéficiaires a été intégré dans toutes les activités.

Ce qui a moins bien fonctionné: nos défis

Le ciblage des bénéficiaires a souffert du faible respect des critères de vulnérabilité

La plupart des défis ont été rencontrés durant la phase de réponse. En effet, les critères de vulnérabilité n'ont pas été rigoureusement respectés aussi bien lors de la distribution des semences que celle de la volaille limitant ainsi l'efficacité des interventions. La distribution de la volaille a été en plus affectée par l'épidémie de la peste aviaire qui a provoqué un taux de mortalité important parmi les animaux.

Contraintes logistiques et respect des accords contractuels

Des problèmes logistiques se sont posés, notamment pour la distribution des intrants et la disponibilité de lieux d'entreposage appropriés. En outre, certains partenaires, comme les fournisseurs par exemple, n'ont pas respecté les termes des accords conclus avec la FAO lors de la mise en œuvre des activités.

Auteurs: Jean Pierre Renson, Coordonnateur des Opérations d'Urgences et Réhabilitation, Mario Tedo, Expert Formation & Vulgarisation, FAO Burkina Faso

Réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences sur la crise dans le Sahel
organisé par la FAO du 4 au 6 décembre 2012 à Dakar.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr



CÔTE D'IVOIRE¹

Une réponse coordonnée au service de la cohésion sociale

Le contexte

Un an après la crise postélectorale d'avril 2011, la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire s'est stabilisée mais reste encore très fragile. La crise a eu un impact considérable sur la dégradation de la situation des populations et leur vulnérabilité, en particulier à l'ouest du pays. En 2012, la réponse des acteurs humanitaires a permis d'apporter une aide multisectorielle aux déplacés et aux rapatriés ainsi qu'aux communautés et familles d'accueil. D'après les enquêtes, la majorité des personnes déplacées internes (PDI) et réfugiées sont rentrées chez elles depuis le début de la crise postélectorale. La question de la terre et du foncier rural joue un rôle important dans l'évolution du conflit en Côte d'Ivoire: elle est une source de tensions intercommunautaires et de problèmes de cohésion sociale, en particulier à l'ouest. Confronté aux mêmes difficultés et facteurs de vulnérabilité que les pays du Sahel, le nord de la Côte d'Ivoire connaît une situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle précaire.



Dès fin 2011, les informations recueillies indiquaient une baisse importante de la production agricole au cours de la saison 2011/2012, par rapport aux années de référence, et dont la cause immédiate identifiée est l'irrégularité des pluies associée à des périodes de sécheresse. L'insuffisance de la production a provoqué une hausse du prix des denrées alimentaires de base sur les marchés dans l'ensemble de la Côte d'Ivoire, ainsi qu'une pénurie d'aliments et de semences. La période de soudure a commencé plus tôt, les stocks domestiques de céréales ayant duré en moyenne deux mois au lieu des huit à dix les années normales. De plus, les partenaires ont constaté un flux plus important que d'habitude de céréales du nord de la Côte d'Ivoire vers les marchés des pays sahéliens affectés par la sécheresse, dont le Mali voisin.

Dans ce cadre, la FAO a répondu par un appui à la relance des moyens d'existence comprenant la mise à disposition de kits agricoles, la réhabilitation de bas-fonds, des activités génératrices de revenus (AGR) et des distributions d'argent contre travail, ainsi qu'un renforcement des capacités des bénéficiaires. La résilience des communautés a été améliorée par la réhabilitation des systèmes communautaires de production de semences et le renforcement des capacités des services techniques en matière de suivi de la sécurité alimentaire.

¹ Certes centré sur le Sahel, l'exercice a également bénéficié de partage d'expériences issues d'autres problématiques humanitaires des pays comme la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry et la Guinée Bissau

Nos recommandations pour le futur



Recommandation 1:

Renforcer les capacités des bénéficiaires et des partenaires afin d'améliorer leur résilience

Recommandation 2:

Poursuivre et renforcer les actions favorisant la cohésion sociale et la résolution des conflits fonciers par des mesures de relance des moyens d'existence (AGR, réhabilitation de bas-fonds, etc.)



Recommandation 3:

Renforcer les capacités d'encadrement des services techniques et des ONG locales afin d'assurer une meilleure préparation aux crises

Ce qui a bien fonctionné: nos succès

Une phase de planification et d'identification concertée et participative

- ✓ L'identification des zones d'intervention prioritaire s'est faite lors d'un atelier de planification qui a réuni tous les partenaires opérationnels (Organisations non gouvernementales [ONG]), les bailleurs de fonds (Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne [ECHO], Bureau d'assistance aux catastrophes à l'étranger de l'Agence des États-Unis pour le développement international [OFDA]), les agences des Nations Unies et les services gouvernementaux.
- ✓ Ceci a permis de développer des synergies et des complémentarités dans les appuis fournis aux bénéficiaires (kits semences en nature accompagnés d'outils et d'engrais ou de cash) et d'harmoniser les pratiques de distribution de cash organisées par les différents partenaires.
- ✓ L'identification des bénéficiaires s'est faite de manière participative avec la mise en place de comités villageois composés des représentants des différentes communautés.

Une réponse coordonnée entre les différents acteurs

Sur recommandation des bailleurs de fonds, la FAO a assuré l'achat des semences locales améliorées et de l'engrais pour l'ensemble des ONG partenaires de ces bailleurs qui étaient impliquées dans les projets d'appui à la relance agricole. La Coordination assurée par la FAO au sein du cluster Sécurité alimentaire a permis de couvrir les zones prioritaires et d'assister les ménages les plus vulnérables.

Continuité entre actions d'urgence, réhabilitation et relance de l'économie locale

- ✓ Dans les zones d'intervention d'urgence (ouest), la FAO a entrepris des activités de relance de l'économie locale à travers des activités génératrices de revenus (transformation de produits agricoles, petit élevage, commercialisation, etc.) et de réhabilitation d'infrastructures de production avec l'aménagement sommaire de bas-fonds pour la culture de riz.
- ✓ La FAO a lancé, juste après la crise, des programmes de multiplication de semences de qualité au niveau communautaire afin de pallier les manques.

Genre et nutrition

La FAO a organisé les séances de sensibilisation et d'éducation nutritionnelle à l'attention des groupements maraîchers majoritairement féminins. En plus des formations et sensibilisation nutritionnelles, des démonstrations culinaires à base de produits locaux ont été organisées à l'attention des mères dans les centres nutritionnels de l'ouest. Des jardins potagers ont été créés pour servir de cadre d'apprentissage à la pratique de la culture maraîchère par les mères.

Le principe du «do no harm»² au service de la cohésion sociale

La FAO a assuré un équilibre dans l'identification des bénéficiaires entre les différentes communautés afin de préserver et renforcer la cohésion sociale.

- ✓ Une attention particulière a été portée à l'identification des bénéficiaires des activités d'appui au maraîchage, d'AGR et à la réhabilitation de bas-fonds afin que les différentes communautés soient représentées et qu'elles travaillent ensemble à la réalisation d'un objectif commun.



² Ne pas nuire.

Ce qui a moins bien fonctionné: nos défis

Des financements tardifs et directifs

La préparation des activités s'est faite dans les temps mais les financements sont arrivés tardivement par rapport à la saison. Ceci a induit un certain retard dans les livraisons des intrants.

Les actions d'urgence menées en soutien à la sécurité alimentaire se sont essentiellement concentrées dans l'ouest et le sud-ouest du pays. Ce choix a été guidé selon certains intérêts stratégiques des bailleurs alors qu'il y avait également des besoins au nord.

Des retards dans la livraison des intrants

Compte-tenu des quantités importantes commandées par la FAO, les fournisseurs ont rencontré des problèmes de liquidité au moment de s'approvisionner chez les groupements semenciers, ce qui a provoqué des retards dans les livraisons. De plus, un déficit en semences améliorées a été constaté dans le pays, ce qui a posé certains problèmes pour approvisionner le nombre important de bénéficiaires.

Des capacités opérationnelles parfois insuffisantes chez les partenaires locaux

Les capacités opérationnelles des ONG locales sont insuffisantes pour les réponses rapides. De plus, les structures d'encadrement de l'Etat connaissent un manque important de moyens logistiques et humains et sont également surchargées par d'autres activités. Cela conduit parfois à un manque d'encadrement de certains groupes bénéficiaires.

Auteur: Luc Genot, Coordonnateur des Opérations d'Urgences et Réhabilitation, FAO Côte d'Ivoire

Réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences sur la crise dans le Sahel
organisé par la FAO du 4 au 6 décembre 2012 à Dakar.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvieroberconsulting@yahoo.fr



Gambia: Partnerships and coordination mechanisms compensate a late declaration of emergency and lack of funding

Context

In the Gambia, subsistence agriculture is the main source of livelihoods. Domestic cereal production accounts for only up to 60% of annual consumption requirements and the country relies heavily on food imports, especially rice, which is the main staple food. Foreign exchange earnings are based primarily on groundnut exports, tourism and remittances.

Late, erratic and unevenly distributed rainfall during the 2011/12 cropping season led to a significant decline and low quality of agricultural production in The Gambia. Overall crop production decreased by 50% compared to the past 5 year average. In total, over 520'000 people living in the rural areas (of whom almost 210'000 are children under 15) were seriously affected by the poor harvests. Drought conditions adversely affected food availability, seed security and nutrition levels, while putting at risk overall economic performance of The Gambia in 2012 and 2013.



Farmers throughout the country experienced an early and protracted lean season in addition to significant drop in income levels, low quality harvest of cash crops and high level of food prices. Household food stock that would usually last for 5-6 months declined to only 1-2 months in the most affected areas. About 80% of the farmer households had depleted their food stocks by March 2012.

While in the process of responding to the drought, the 2012 rainy season started late with consistent heavy rainfall being recorded from June to October in certain parts of the country, affecting people's livelihoods, productive assets and posing health risks. This further eroded coping capacities of vulnerable populations, aggravating the effects of the drought situation. In addition, the government of the Gambia declared an Animal Health Emergency due to an outbreak of Contagious Bovine Pleuropneumonia (CBPP) in November 2012.

Our recommendations for the future



Recommendation 1:

Establish a national seed stock reserve and develop seed value chain

Recommendation 2:

Promote the use of local early warning systems which have proven successful in other Sahel countries of similar hazard profile to the Gambia



Recommendation 3:

Ensure timely production of national communication strategies to facilitate communication and information dissemination in emergencies

What worked well: our success

A successful preparation due to strong coordination

- ✓ Weekly food security meetings were organized by the Chairperson of the Food Security Council and weekly situation reports produced by the UNCT (United Nations Country Team), Civil Society and Government. This enabled resource mobilization.
- ✓ Coordination with Government was excellent and committees were formed at regional district and village levels. As part of coordination, a matrix of intervention was developed, with inputs from all stakeholders, i.e. UNCT, Government, Civil Society and donors.

Targeting and distribution successfully integrated gender issues

Women were targeted for rice, vegetable seeds, small tools and fertilizer, and rehabilitation of wells and fences was organized for women communal gardens. Targeting of beneficiaries gave priority to female headed households.

Multiple and varied actors participated in every step of the response

- ✓ Close collaboration was fostered between the Government, UN agencies and other stakeholders from the stages of need assessments, to identifying response activities and subsequently responding as one.
- ✓ Food security thematic group was formed to address all emerging food security issues. Members included the UNCT/UN Disaster group, civil society and relevant government counterparts.
- ✓ Monthly meetings were hosted by the UN Disaster group (co-chaired by FAO & World Food Programme-WFP) for discussions on the country's 'resilience agenda'.
- ✓ Weekly inter-agency situational reports were produced from the crisis onset. As the response activities slowed down, the sitreps were produced bi-weekly.
- ✓ Resource mobilization taskforce was formed under chairmanship of the Ministry of Finance.
- ✓ Joint monitoring missions took place with all partners.
- ✓ A lessons-learned session was recently organized at the initiative of the UNCT, to evaluate the effectiveness of this year's crop failure response in the Gambia. All stakeholders attended this session including the Ministries of Agriculture and Finance and the local donor community;
- ✓ Briefing sessions were organized with donors on the progress of implementation in order to share successes and challenges.

Tailored training to build capacities

Disaster Risk Reduction/Management (DRR/M) training for policy makers and high/medium level technicians was provided with assistance from Natural Resources and Climate Change Division of the FAO (Rome).

What worked less well: our challenges

Delayed declaration of emergency and procurement/accessibility problems affect the response to the crisis

- ✓ Outreach for early warning system was limited and did not reach all actors, especially extension workers and farmers.
- ✓ The late reaction and declaration of emergency by policy makers delayed interventions and some inputs (seeds were not received on time).
- ✓ Seed embargo from a neighbouring country further delayed procurement processes.
- ✓ Logistics constraints relating to transportation were encountered including ferry crossing.
- ✓ Fertilizer quantities were not commensurate the seed quantities. Fertiliser was unavailable and inaccessible.

An insufficient communication

In the absence of a communication strategy, information on targeting and response was not widely disseminated.

Partnerships to be improved with the private sector

- ✓ No mechanism was put in place to ensure private sector's involvement in resource mobilization efforts for disaster response.
- ✓ Government partners were constrained by logistics such as transportation and lack of adequate storage facilities for inputs.

Funding that fails to match to the request

Despite the support from the Office of Sub-Regional Emergency and Rehabilitation of FAO (REOWA), the limited presence of technical and financial partners in the country as well as the late analysis of food and nutrition situation slowed rapid mobilization of sufficient funds.

Auteurs: Mariatou Njie, Assistant FAOR, Aji Oulaye Njie, Operations Officer, FAO Gambia

Reflection from the workshop for capitalization of experiences on the Sahel crisis
organized by FAO from 4 to 6 December 2012 in Dakar.

José Luis Fernandez
Emergency Coordinator, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
DRR/DRM Expert, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitator, independent
sylvierobertconsulting@yahoo.fr

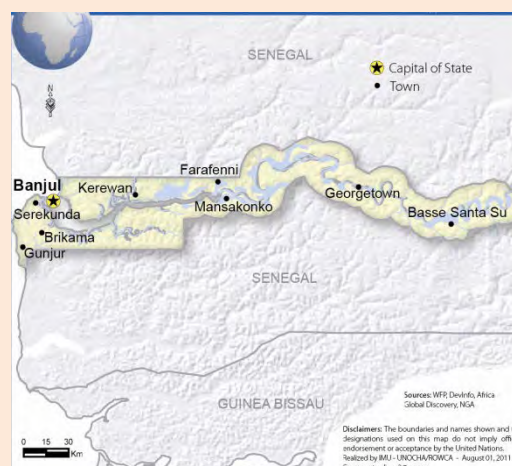


Gambie: Des partenariats et des mécanismes de coordination efficaces pallient une déclaration tardive de l'urgence et une carence des financements

Le contexte

En Gambie, l'agriculture de subsistance demeure la principale source de revenus des populations. La production céréalière locale représente 60% des besoins annuels de consommation. La Gambie dépend fortement de l'importation de produits alimentaires, notamment le riz, principal aliment de base. Les recettes en devises proviennent essentiellement des exportations d'arachide, du tourisme et des transferts de fonds.

Une pluviométrie tardive et inégalement répartie en 2011-2012 a provoqué une baisse de 50% de la production agricole globale par rapport à la moyenne de ces 5 dernières années. Outre les faibles quantités, la production a également été de qualité non satisfaisante. Au total, quelque 520 000 personnes vivant dans les zones rurales (dont plus de 210 000 enfants âgés de moins de 15 ans) ont été gravement affectés par les mauvaises récoltes. La sécheresse a eu un impact négatif sur la disponibilité de produits alimentaires et des semences et sur les niveaux de nutrition, mais elle a aussi compromis la performance économique globale de la Gambie pour 2012 et 2013.



Dans l'ensemble du pays, les agriculteurs ont fait face à une période de soudure à la fois précoce et longue, une baisse significative de leurs revenus, une faible qualité de récoltes des cultures de rente et un niveau élevé des prix des produits alimentaires. Dans les régions qui ont été les plus touchées, les réserves alimentaires des ménages qui auraient normalement dû durer 5 à 6 mois ont été épuisées après seulement 1 à 2 mois. Environ 80% des ménages d'agriculteurs avaient déjà épuisé les leurs dès mars 2012.

Alors que s'organisait la réponse à la sécheresse, la saison des pluies de 2012 a commencé tardivement et enregistré dans certaines régions de très fortes pluies de juin à octobre qui ont affecté les moyens de subsistance des populations, ainsi que leurs biens de production, tout en faisant peser des risques sanitaires. Ceci a érodé davantage encore les capacités d'adaptation des populations vulnérables, et aggravé les effets de la sécheresse. En outre, le gouvernement de la Gambie a déclaré une situation d'urgence de santé animale suite à une épidémie de péripneumonie contagieuse bovine (PPCB).

Nos recommandations pour le futur



Formation RRC/GRC organisée au sein d'une communauté particulièrement participative

Recommandation 1:

Constituer des réserves nationales de semences et développer la filière semences

Recommandation 2:

Promouvoir l'utilisation de systèmes d'alerte précoce locaux qui ont prouvé leur efficacité dans des pays du Sahel ayant un profil de risques similaire à la Gambie



Récolte de courges Butternut soutenue dans le cadre de l'intervention FAO/CERF



Recensement et vaccination des petits ruminants (Central River Region – Nord)

Recommandation 3:

Garantir l'élaboration en temps utile d'une stratégie nationale de communication afin de faciliter la communication et la diffusion d'informations pendant les crises

Ce qui a bien fonctionné: nos succès

Une phase de préparation efficace grâce à des mécanismes de coordination

- ✓ Des réunions hebdomadaires de suivi de la sécurité alimentaire ont été organisées par le Président du Conseil pour la sécurité alimentaire et des rapports hebdomadaires sur la situation ont été produits, permettant ainsi de mobiliser des ressources.
- ✓ La coordination avec le gouvernement a été excellente. Des comités ont été créés au niveau des districts régionaux et des villages, et une matrice d'intervention a été mise au point avec le concours de toutes les parties prenantes, à savoir l'équipe pays des Nations Unies (UNCT), le gouvernement, la société civile et les bailleurs de fonds.

Ciblage et distribution ont mis l'accent sur les femmes

Les distributions de riz, semences de légumes, petits outils et engrais ont particulièrement ciblé les femmes. De plus, des puits ont été réhabilités et des clôtures construites dans des jardins communautaires gérés par les femmes. Le ciblage des bénéficiaires a accordé la priorité aux femmes cheffes de famille.

Des partenariats multiples et multiformes dans toutes les phases de la réponse

- ✓ Une collaboration étroite s'est établie dès les premières étapes de l'évaluation des besoins entre le gouvernement, les agences des Nations Unies et d'autres parties prenantes de manière à identifier les activités et de répondre de façon concertée.
- ✓ Des groupes de travail thématiques ont été formés pour répondre à toutes les questions émergentes concernant la sécurité alimentaire. Ces groupes sont composés de membres de la société civile, de la cellule de crise des Nations Unies ainsi que des partenaires gouvernementaux concernés.
- ✓ Des réunions mensuelles ont été organisées par la cellule de crise des Nations Unies (co-présidée par la FAO et le Programme alimentaire mondial-PAM) afin d'aborder la résilience au niveau national.
- ✓ Des rapports hebdomadaires inter-agences ont été produits dès le début de la crise. A mesure que les activités se sont ralenties, la fréquence de ces rapports est passée à une fois toutes les deux semaines.
- ✓ Un groupe de mobilisation des ressources présidé par le Ministère des Finances a été constitué.
- ✓ Des missions conjointes de suivi ont été organisées avec la participation de tous les partenaires.
- ✓ Une séance de travail a été récemment organisée à l'initiative de l'UNCT pour tirer les leçons et évaluer l'efficacité de la réponse apportée aux mauvaises récoltes de l'année en Gambie. Toutes les parties prenantes ont pris part à cette séance, y compris les Ministères de l'agriculture et des finances ainsi que la communauté locale des donateurs.
- ✓ Une séance d'information organisée avec les bailleurs de fonds a permis de faire le point sur la mise en œuvre afin de partager les succès et les défis.

Une formation spécialisée pour renforcer les capacités

Une formation sur la réduction et gestion des risques en matière de catastrophes (RRC/GRC) a été organisée à l'attention des décideurs politiques et des techniciens cadres de l'administration, avec le soutien de la Division du climat, de l'énergie et des régimes fonciers (NRC) de la FAO à Rome.

Ce qui a moins bien fonctionné: nos défis

Une déclaration tardive de l'urgence et des problèmes d'approvisionnement affectent la qualité de la réponse

- ✓ La sensibilisation sur l'importance du système d'alerte précoce n'a pas atteint tous les acteurs, notamment les agents de vulgarisation agricoles et les agriculteurs.
- ✓ La réaction et la déclaration tardive de l'urgence par les décideurs politiques ont retardé les interventions et la disponibilité de certains intrants (ainsi les semences ne sont pas arrivées à temps).
- ✓ L'embargo qu'un pays voisin a imposé sur les semences a encore retardé l'approvisionnement.
- ✓ Des contraintes logistiques liées au transport ont été rencontrées, y compris les traversées du ferry sur le fleuve Gambie.
- ✓ Les quantités d'engrais reçues n'étaient pas à la hauteur des quantités de semences. Les intrants d'engrais n'étaient en effet ni disponibles ni accessibles.

Une communication insuffisante

En l'absence d'une stratégie de communication, les informations sur le ciblage et la réponse n'ont pu être largement diffusées.

Des partenariats à développer avec le secteur privé

- ✓ Aucun mécanisme n'a été mis en place pour garantir la participation du secteur privé aux efforts de mobilisation des ressources en réponse à la crise.
- ✓ Les partenaires gouvernementaux ont été confrontés à des problèmes logistiques, tels que le transport et le manque d'infrastructures adéquates pour le stockage des intrants.

Des financements qui ne répondent pas à la demande

Malgré le soutien du Bureau sous-régional des Urgences et de la réhabilitation de la FAO (REOWA), la présence limitée de partenaires techniques et financiers dans le pays ainsi que l'analyse tardive de la situation alimentaire et nutritionnelle ont été des freins à une mobilisation rapide et suffisante de fonds.

Auteurs: Mariatou Njie, Assistante FAOR, Aji Oulaye Njie, Operations Officer, FAO Gambie

Réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences sur la crise dans le Sahel
organisé par la FAO du 4 au 6 décembre 2012 à Dakar.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr



GUINÉE BISSAU¹

Des techniques éprouvées et un bon ciblage des
bénéficiaires mais des financements insuffisants pour
couvrir les besoins

Le contexte

La Guinée Bissau est confrontée à une situation difficile à plusieurs titres. D'une part, la campagne agricole 2011 a été mauvaise, et ceci a été aggravé par l'instabilité politique qui règne dans le pays. D'autre part, la Guinée enregistre un taux de prévalence du VIH/sida de 2,6%, soit un taux élevé par rapport aux autres pays de la sous-région.

La mauvaise campagne agricole a engendré une hausse du prix des denrées alimentaires et provoqué une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique affectant plus particulièrement les familles rendues vulnérables par des maladies telles que le VIH/sida.



La réponse qui a été apportée pour faire face à la crise a mobilisé la somme de 391 000 dollars EU consacrés à l'appui aux cultures maraîchères et à l'élevage par la distribution de petits ruminants et la construction d'abris. La réponse a ainsi concerné 1 200 ménages vulnérables. Parmi ceux-ci, 300 étaient touchés par le VIH/sida et 300 étaient des femmes cheffes de ménage.

Dans ce contexte cependant, l'absence de partenaire d'appui affecte le financement des activités.

¹ Certes centré sur le Sahel, l'exercice a également bénéficié de partage d'expériences issues d'autres problématiques humanitaires des pays comme la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry et la Guinée Bissau

Nos recommandations pour le futur



Formation en horticulture

Recommandation 1:

Adapter les modules de formation aux bénéficiaires non familiarisés à l'horticulture

Recommandation 2:

Promouvoir l'éducation nutritionnelle auprès du groupe cible



Stock de patate douce (Gabu)



Sensibilisation des groupes cibles (Bafata)

Recommandation 3:

Impliquer les acteurs travaillant avec les groupes cibles afin de mieux les atteindre et d'éviter le stigma

Ce qui a bien fonctionné: nos succès

Une stratégie d'identification des bénéficiaires adaptée à la spécificité des groupes cibles

Compte-tenu du contexte et de la spécificité des groupes de bénéficiaires ciblés (familles touchées par le VIH/sida), l'approche d'identification des bénéficiaires a été adaptée afin d'éviter leur stigmatisation. Une campagne de sensibilisation menée à travers les associations qui travaillent avec ces groupes s'est avérée payante en la matière.

Une réponse efficace grâce à l'utilisation de techniques déjà éprouvées

L'utilisation des méthodologies et techniques éprouvées dans les projets précédents telles que la création de noyaux d'élevage d'animaux à cycle court², la construction d'abris standardisés, ou encore la gestion des périmètres maraîchers en partenariat avec les associations féminines, ont contribué au succès de l'opération.

Une large place faite aux femmes

Dans le domaine du maraîchage, 100% des bénéficiaires sont des femmes.

Dans le domaine de l'élevage, et bien que ces activités soient généralement gérées par les hommes, les femmes ont représenté 35% des bénéficiaires des abris pour les animaux et de la création des noyaux de petit élevage.

Un partenariat pertinent pour atteindre les bénéficiaires cibles

Le partenariat avec le Secrétariat national de lutte contre le VIH/sida et le Réseau national des associations des personnes vivant avec le VIH/sida a permis d'atteindre cette cible de bénéficiaires plus facilement.



Distribution des intrants (Braia, Oio)



Abri amélioré pour moutons (Sintcham Arafam, Gabu)

² Pour créer un noyau d'élevage caprin par exemple, on fournit un mâle pour 9 femelles gestantes afin de favoriser le démarrage du petit élevage.

Ce qui a moins bien fonctionné: nos défis

Cultures maraîchères: l'encadrement des bénéficiaires doit être renforcé

Une forte proportion des bénéficiaires n'a pas d'expérience dans le domaine du maraîchage. C'est pourquoi un encadrement rapproché et plus durable doit être mis en place.

De plus, la majeure partie de la récolte est vendue et seule une faible quantité des produits récoltés est consommée directement par les bénéficiaires. Ceux-ci n'ont en effet pas l'habitude de ces produits, et ils ne connaissent ni leur valeur nutritionnelle ni la possibilité qu'ils offrent d'améliorer la situation nutritionnelle de la famille.

Partenariat: des capacités limitées affectent le lien avec les groupes cibles de bénéficiaires

Les partenaires de mise en œuvre ne couvrent pas la totalité du pays. C'est pourquoi dans les régions où ils ne sont pas présents, ils font appel à des agents de santé qui peuvent avoir une approche des personnes vivant avec le VIH/sida différente de celle des associations qui travaillent avec ce groupe cible.

Des financements insuffisants pour couvrir l'ensemble des besoins

Les activités autour de l'élevage ont suscité une forte demande de la part du groupe cible. Les financements malheureusement limités n'ont pas permis de mettre en œuvre les activités génératrices de revenus et n'ont donc que partiellement couvert les besoins.

Auteurs: *Jean-François Dontaine, Lourenço Abreu, FAO Guinée Bissau*

Réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences sur la crise dans le Sahel
organisé par la FAO du 4 au 6 décembre 2012 à Dakar.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvieroberconsulting@yahoo.fr



GUINÉE CONAKRY¹

De meilleurs rendements et une situation nutritionnelle améliorée malgré une faible capacité de mobilisation des ressources locales

Le contexte

La Guinée rencontre des problèmes institutionnels au niveau de la prévention et de la planification de la gestion des crises et catastrophes naturelles. En effet, il n'existe pas de structures nationales d'alerte précoce et la politique nationale de gestion des risques de catastrophes est en cours de formulation.

Les quelques évaluations réalisées sur la vulnérabilité alimentaire des ménages ont été conduites sous le leadership du Programme alimentaire mondial (PAM). Par ailleurs, une équipe humanitaire, composée des représentants des agences des Nations Unies, des ONG et du gouvernement, se réunit régulièrement à l'échelle du pays, sous la houlette du Coordonnateur humanitaire.



Les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire réalisée en 2009 montraient que 32% des ménages ruraux étaient en insécurité alimentaire, ce qui représente 2,3 millions de personnes. Par ailleurs, 53% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ce phénomène est avant tout rural. En effet son incidence est de 63% en zone rurale contre 30,5% en milieu urbain.

Le pays est également régulièrement affecté par des problèmes liés aux inondations, aux incendies et aux feux de brousse.

En 2011, la Guinée a adhéré au Comité inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS). Cette adhésion lui permet de bénéficier d'un appui pour l'évaluation et le suivi de la sécurité alimentaire.

¹ Certes centré sur le Sahel, l'exercice a également bénéficié de partage d'expériences issues d'autres problématiques humanitaires des pays comme la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry et la Guinée Bissau

Nos recommandations pour le futur



Recommandation 1:

Renforcer les capacités des partenaires pour améliorer l'intégration de l'approche de gestion des risques de catastrophes

Recommandation 2:

Contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation des ressources



Recommandation 3:

Créer et mettre en place un Système d'alerte précoce

Ce qui a bien fonctionné: nos succès

Une approche communautaire et participative du ciblage des bénéficiaires

La promotion d'une approche communautaire basée sur la mise en place de comités villageois a permis de faire un ciblage participatif des bénéficiaires, parmi les agriculteurs victimes d'inondations en juillet 2010.

Une nouvelle variété de riz pour renforcer les moyens d'existence des populations vulnérables

Une nouvelle variété de semences de riz à cycle court a été introduite dans le cadre de la réponse à la crise. Développée par **le Centre du riz pour l'Afrique (Africarice)**, une institution de recherche spécialisée, elle est adaptée aux conditions agro-écologiques du pays.

Appréciée pour ses qualités gustatives, cette variété a donné satisfaction aux bénéficiaires du fait de sa précocité (trois mois au lieu de quatre pour les variétés locales) qui a permis aux populations bénéficiaires de disposer de riz en pleine période de soudure. Par ailleurs, cette variété donne un meilleur rendement que les variétés locales et a permis aux bénéficiaires de constituer des réserves équivalant à quatre mois de consommation.

Au cours de la distribution des semences, un système de remboursement de la quantité octroyée a été instauré de manière à ce que d'autres agriculteurs puissent bénéficier de cette nouvelle variété et que celle-ci soit ainsi mieux diffusée.

Un partenariat inter-agences au service d'une meilleure qualité nutritionnelle des cantines scolaires

Dans le cadre de la collaboration FAO/PAM, des jardins potagers ont été aménagés par la FAO dans les écoles dont les cantines sont approvisionnées en riz par le PAM. Ces jardins permettent aux élèves et à leurs parents de produire des légumes pour la cantine scolaire et ainsi de diversifier l'alimentation des enfants. Ils sont aussi l'opportunité de dispenser des cours pratiques de nutrition aux familles.

Genre: cibler les femmes pour améliorer l'alimentation et les revenus des ménages

Lors du ciblage, les femmes cheffes de ménage et les veuves, considérées comme les plus vulnérables, ont fait l'objet d'une attention particulière. Ainsi, 80% des bénéficiaires des cultures maraîchères étaient des femmes. Cela a permis non seulement d'améliorer la consommation de légumes dans les familles et l'état nutritionnel des enfants, mais également de générer des revenus complémentaires.

Des formations spécifiques pour augmenter les rendements

Les bénéficiaires ont reçu des formations sur les techniques de production du riz et des légumes. Ces formations, liées à l'utilisation d'engrais, ont permis d'augmenter les rendements des cultures.



Ce qui a moins bien fonctionné: nos défis

Évaluation et planification affectées par l'absence de structures nationales de gestion des crises

En l'absence de structures nationales de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires, il n'a pas été possible d'évaluer les besoins ni d'établir une bonne planification des réponses.

Une capacité de mobilisation des ressources locales limitée

La présence limitée de partenaires techniques et financiers ainsi que le contexte socio-politique guinéen réduisent la capacité de mobilisation des ressources locales.

Auteur: Mamadou K. Souaré, Point focal des Urgences Agricoles en Guinée, FAO

Réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences sur la crise dans le Sahel
organisé par la FAO du 4 au 6 décembre 2012 à Dakar.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr



MALI

Le Sahel peut nourrir le Sahel

Le contexte

En 2012, le Mali a connu une pluviométrie tardive et irrégulière entraînant une baisse de la production agricole, le surpâturage, la transhumance précoce, etc. Aux aléas climatiques se sont ajoutées une infestation acridienne dans le nord du pays et des inondations dans plusieurs régions qui ont causé des pertes alimentaires et de bétail ainsi que la hausse du prix des céréales.

Depuis le 17 janvier 2012, le conflit armé au nord du pays a par ailleurs provoqué le déplacement de plus de 425 000 personnes dont 175 000 à l'intérieur du pays tandis que les 250 000 autres ont cherché refuge en Mauritanie, au Niger, au Burkina Faso et en Algérie¹. La crise alimentaire et nutritionnelle s'est encore aggravée avec le coup d'Etat du 22 mars 2012 et l'instabilité politique et sécuritaire qui en a résulté. Les acteurs humanitaires n'étant plus en mesure d'opérer dans les zones situées au nord du pays, les populations vulnérables éprouvent encore plus les difficultés pour subvenir à leurs besoins alimentaires. .



Suite à l'alerte donnée en septembre 2011 par le système d'alerte précoce (SAP) sur la base des résultats du suivi de la campagne agricole 2011-2012 et des enquêtes de vulnérabilité en matière de sécurité alimentaire, le Commissariat à la Sécurité alimentaire a développé un plan de réponse à l'urgence. Un rapport provisoire publié en octobre 2011 a recensé 210 communes jugées vulnérables et en difficulté alimentaire. D'une manière générale, la FAO a développé des actions en faveur des ménages vulnérables dont la distribution de semences, d'intrants agricoles, de bêtes destinées à reconstituer les cheptels, ainsi que de produits vétérinaires, d'aliments pour le bétail et carburant pour l'irrigation. Par ailleurs, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités de production agricole et d'élevage en tenant compte des aspects liés au genre, à la participation des acteurs locaux et à l'intégration de l'approche GRC.

¹ Selon la note conjointe FAO/Programme alimentaire mondial, juillet 2012

Nos recommandations pour le futur



Recommandation 1:

Soutenir le système d'alerte précoce et la préparation de plans de contingence

Recommandation 2:

Promouvoir le ciblage participatif des bénéficiaires et la sensibilisation sur les critères de ciblage afin d'assurer une meilleure réponse et réduire les risques de conflits au sein des communautés ciblées



Recommandation 3:

Promouvoir les achats locaux pour renforcer les moyens d'existence et l'économie locale

Recommandation 4:

Promouvoir le renforcement des capacités des bénéficiaires et de l'encadrement technique pour pérenniser les acquis en matière de résilience



Ce qui a bien fonctionné: nos succès

Une phase de préparation et d'identification participative

Le processus d'identification et de sélection des bénéficiaires a été participatif grâce à la mise en place de commissions communales et de comités villageois rassemblant les chefs de villages, les autorités et les élus, les services techniques décentralisés et les représentants des bénéficiaires.

Une stratégie d'approvisionnement au service de la promotion de l'économie locale

La FAO Mali favorise la promotion de l'économie locale dans ses zones d'intervention à travers les achats locaux et utilise les semences certifiées et analysées par le laboratoire national de semences du Mali.

Soutenir la vie associative pour mieux répondre à la crise

- ✓ La FAO contribue au renforcement de la chaîne de solidarité à travers un système de «revolving»: des animaux sont mis à la disposition de groupements de bénéficiaires jusqu'aux premières naissances; puis ils sont attribués à d'autres groupements et ainsi de suite.
- ✓ L'organisation des bénéficiaires en groupements dans le cadre de l'exploitation des parcelles maraîchères a permis de mieux répondre à la crise.

Promotion de la nutrition et du genre

- ✓ Des activités d'éducation, de formation et de sensibilisation nutritionnelle ont été menées dans les centres de santé à l'attention des femmes enceintes et allaitantes.
- ✓ Des semences maraîchères et un appui aux techniques culturales ont été fournis aux producteurs et productrices pour augmenter la productivité et ainsi améliorer l'apport nutritionnel.

Une réponse complète et raisonnée pour faire face à une crise complexe

La FAO Mali a adopté deux types d'approches: une réponse à la crise qui sévit dans tout le Sahel et une réponse spécifique à la crise des déplacés. Cette double réponse s'est déclinée sous la forme d'un appui à la culture maraîchère et au petit élevage apporté aux ménages des communes vulnérables par la distribution d'outils, de semences adaptées et d'engrais, ainsi que de caprins, de volailles et de soins vétérinaires.

L'approche s'appuyant sur les commissions communales/comités villageois a permis de s'assurer que l'aide atteignait bien les bénéficiaires identifiés. De plus, un encadrement assuré par les services techniques, les partenaires d'exécution et les experts nationaux de la FAO a permis de garantir la durabilité de l'action.

Les animaux achetés ont été examinés et mis en quarantaine avant d'être livrés aux bénéficiaires, afin d'éviter les éventuelles contaminations.

Communication et visibilité

Plusieurs actions de communication (lancement officiel dans les médias, logo sur le matériel distribué, film documentaire, « cartes-conseil » en AEN, etc.) ont été organisées afin d'informer les communautés bénéficiaires et les partenaires des actions menées par la FAO.

Une mobilisation de ressources à la hauteur des besoins

L'intérêt provoqué par le conflit au nord du pays a facilité la mobilisation de ressources qui a dépassé les demandes formulées lors du Processus d'appels consolidés (CAP 2012) et a permis de mettre en œuvre une réponse globale et complète à la crise de 2012.

Ce qui a moins bien fonctionné: nos défis

Filière élevage: deux pistes pour améliorer la réponse

Globalement, l'approche visant à organiser des foires au bétail n'est pas suffisamment maîtrisée par les partenaires et les services techniques. Très peu de fournisseurs y ont répondu par manque de confiance, ce qui a entraîné des retards dans l'organisation des foires. Une sensibilisation et formation des partenaires ainsi qu'un appui logistique plus important sont nécessaires pour pallier ces problèmes.

Les aliments pour bétail sont peu disponibles localement et les fournisseurs peu nombreux. C'est pourquoi il est nécessaire de prévoir des délais d'approvisionnement plus longs et de renforcer la capacité des éleveurs à organiser l'alimentation du bétail à partir de produits locaux.

Genre: des progrès à faire dans l'octroi des parcelles maraîchères

L'accès des femmes aux parcelles maraîchères a posé problème à certains endroits. En effet, les autorités coutumières n'ont pas l'habitude d'octroyer des parcelles aux femmes. Des mesures (négociation, sensibilisation) ont été préconisées afin que les parcelles déjà valorisées par les bénéficiaires leur soient définitivement attribuées.

Auteurs: Safiatou Diarra Cissé (FAO Mali); Mamadou B. Diallo (FAO Mali/WHH); Luc Genot (FAO Côte d'Ivoire); Giulia Calcagnini (FAO Rome); Sylvie Wabbes (FAO Rome)

Réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences sur la crise dans le Sahel
organisé par la FAO du 4 au 6 décembre 2012 à Dakar.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvieroberconsulting@yahoo.fr



MAURITANIE: Alerte rapide et mise en place d'une réponse innovante malgré un manque de financement pour les activités de gestion des risques

Le contexte

En 2011, le déficit pluviométrique combiné à une mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace a entraîné une chute de la production céréalière de 34% par rapport à la campagne précédente. La baisse de production atteint même 92% pour les cultures de diéri¹, essentielles pour les ménages vulnérables.

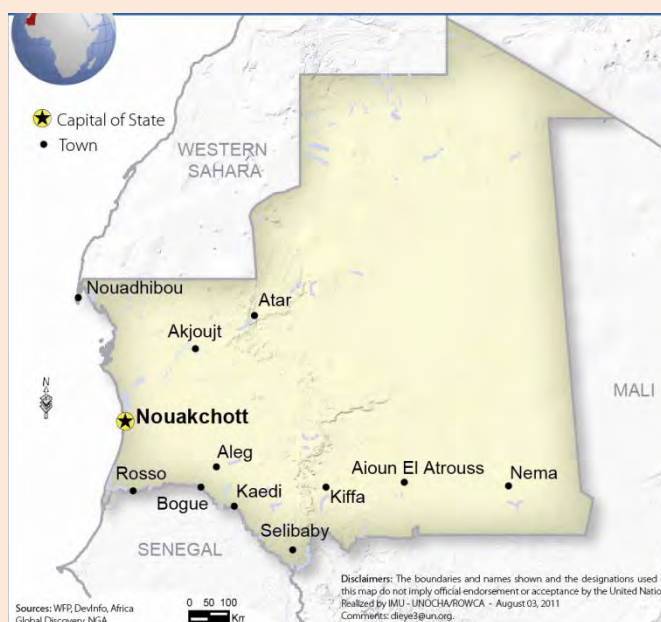
Cet important déficit des pluies a également provoqué une diminution des pâturages d'environ 60 à 70% et une forte mortalité du cheptel estimée entre 30 et 60% selon les éleveurs.

Par ailleurs, la plupart des ménages ont été confrontés à une baisse de pouvoir d'achat, du fait de la hausse du prix des denrées de première nécessité, aussi bien locales qu'importées.

Les enquêtes menées par les partenaires ont révélé des taux d'insécurité alimentaire allant de 22 à 37% dans les régions du sud-est de la Mauritanie (Enquête FSMS² du Programme alimentaire mondiale-PAM de décembre 2011). Les régions du sud présentaient toutes des taux de malnutrition aiguë globale supérieurs à 10%, le seuil d'alerte. Dans quatre d'entre elles, les taux étaient supérieurs au seuil d'urgence établi à 15% (enquête SMART³ menée par l'UNICEF en juillet 2011).

Face à cette situation, le gouvernement mauritanien a lancé en Janvier 2012 son plan de réponse «Emel» (Espoir) pour venir en aide aux populations vulnérables dans les zones rurales, d'un montant global de 160 millions de dollars EU.

De son côté, la FAO, en synergie avec le Ministère du Développement Rural (MDR), a mobilisé dès la fin de l'année 2011, un montant total de 2,67 millions de dollars EU pour répondre à la crise. Ces financements ont permis d'aider les populations vulnérables du sud de la Mauritanie par la mise en œuvre d'activités pastorales et agropastorales.



¹ Cultures vivrières sous pluie

² Food Security Monitoring system

³ Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions

Nos recommandations pour le futur



*Production de fourrage (Pannicum)
au sein de l'une des coopératives pilotes*

Recommandation 1:

Répliquer les activités pilotes réussies telles que la production fourragère au niveau des coopératives

Recommandation 2:

Favoriser la coordination entre les acteurs pour développer des synergies et améliorer la qualité de la réponse d'urgence



*Distribution de semences
traditionnelles aux ménages affectés*



*Production maraîchère d'une coopérative
soutenue par la FAO* 10/16/2012

Recommandation 3:

Améliorer la visibilité de la réponse et mieux la documenter afin de mobiliser davantage de fonds pour les activités de gestion des risques de catastrophes et le renforcement de la résilience des populations

Ce qui a bien fonctionné: nos succès

Une phase de préparation optimisée

L'alerte précoce lancée dès fin 2011 a permis d'organiser la réponse rapidement et de disposer de fonds pour l'intervention.

Une réponse innovante et efficace pour soutenir les ménages vulnérables

- ✓ Le planning de distribution des semences traditionnelles a respecté le calendrier cultural pour la campagne sous pluie (juillet) et la campagne de décrue (octobre).
- ✓ L'opération de déstockage⁴ organisée en réponse à la crise a permis, d'une part, d'injecter du cash chez des éleveurs pour leur permettre d'acheter de l'alimentation pour le bétail et ainsi de sauvegarder une partie de leur cheptel, et d'autre part, de fournir un apport en viande aux ménages les plus vulnérables.
- ✓ L'opération pilote de production fourragère menée dans sept coopératives maraîchères a donné des résultats très encourageants, et son appropriation par les bénéficiaires a suscité l'intérêt des communautés pastorales voisines. Cette production fourragère permet de valoriser les jardins après la saison maraîchère et de générer des revenus supplémentaires.
- ✓ La promotion de la culture et de la consommation de la patate douce actuellement menée auprès des coopératives, contribue à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages en période de soudure.

Un partenariat porteur de synergies

La collaboration entre la FAO et le MDR a permis de mettre en œuvre une réponse complémentaire, à la fois en termes de types d'activités et de zones d'intervention.



Sauvegarde des noyaux reproducteurs des troupeaux grâce aux opérations de déstockage



La présidente d'une coopérative dans sa parcelle fourragère

⁴ Le déstockage consiste à réduire le nombre de têtes de bétail au sein d'un troupeau soit par vente soit par abattage. Dans le cas présent, il s'agissait d'une opération par abattage.

Ce qui a moins bien fonctionné: nos défis

Un suivi rigoureux du processus de ciblage nécessaire

Même si les critères de ciblage des bénéficiaires sont définis et validés par la FAO et le MDR, le choix des zones vulnérables reste une prérogative des autorités locales. Pour minimiser les éventuelles dérives, la FAO a réalisé des missions d'accompagnement sur le terrain pour vérifier la bonne compréhension des critères par les acteurs concernés, et leur méthode d'identification des ménages bénéficiaires. Ce suivi rigoureux est nécessaire et il doit continuer pour garantir la transparence du processus de ciblage.

Une coordination de la réponse mise en place tardivement

- ✓ La mise en place du groupe sectoriel Sécurité Alimentaire chargé de coordonner la réponse entre les différents acteurs impliqués (ONG internationales et nationales, agences des Nations Unies, etc.) a été quelque peu tardive ce qui a limité l'efficacité des activités menées.
- ✓ La culture de l'urgence est peu développée au plan national, et le nombre de partenaires potentiels est limité.

Des résultats insuffisamment valorisés

La réussite des activités n'a pas été suffisamment partagée avec les différents acteurs.

Des activités de gestion des risques insuffisamment financés par les bailleurs

En parallèle des activités de réponse immédiate à la crise, la FAO a réussi à mettre en place des activités répondant à des besoins de plus long terme comme la production fourragère, ou l'amélioration de la nutrition à travers la promotion de la patate douce. Cependant, étant donné la difficulté des bailleurs humanitaires pour financer les projets de réhabilitation et développement, ces activités n'ont pu être mise en œuvre que sur des projets d'urgence, ce qui implique une durée malheureusement limitée et donc un impact moins significatif.

Auteur: Maud Oustry, Chargée des opérations, FAO

Réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences sur la crise dans le Sahel
organisé par la FAO du 4 au 6 décembre 2012 à Dakar.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

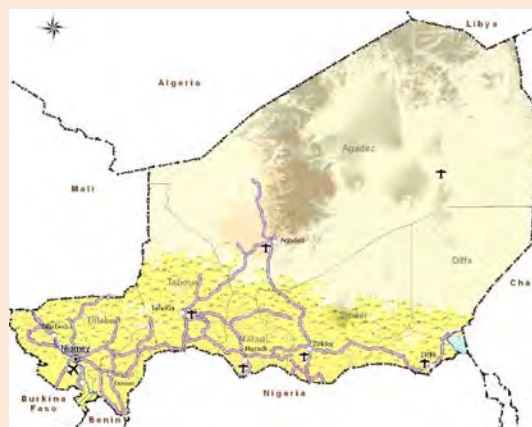
Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr



NIGER: Une alerte précoce et une réponse assurées par un fort leadership du gouvernement

Le contexte

Le Niger est affecté de manière continue et chronique par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Même lors des «bonnes années», entre 20 et 25% de la population est dans une telle situation de vulnérabilité qu'elle requiert une assistance humanitaire. En 2011, en raison des effets conjugués des épisodes de sécheresse et des attaques de ravageurs, l'évaluation de la campagne agricole a fait apparaître un déficit céréalier brut de près de 700 000 tonnes représentant 17% des besoins de la population. Le bilan fourrager affichait globalement un déficit théorique de plus de 10 millions de tonnes de matières sèches. Ce déficit représente 50% des besoins en consommation du cheptel.



Plus de 5 millions de personnes vivent dans les zones affectées par les mauvaises récoltes. Les résultats de l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire menée au Niger en décembre 2012 indiquaient que quelque 6,4 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire, dont 3,5 millions en insécurité alimentaire sévère. Elles ne disposent dans leur majorité ni de stock alimentaire, ni de semences, ni de bétail, et mettent en œuvre plusieurs stratégies de survie.

Dans ce contexte, le gouvernement du Niger en a appelé à l'aide internationale. La FAO a lancé un appel de fonds de 42 millions de dollars EU pour répondre aux besoins immédiats des populations (semences, aliments pour le bétail, vaccins et déparasitants) et travailler à la réhabilitation/transition vers le développement (boutiques d'intrants agricoles, magasins de warrantage¹, aménagement de petits périmètres maraîchers, jardins potagers scolaires...).

Fin 2012, la FAO a reçu 10 millions de dollars EU en réponse à son appel, avec lesquels elle a pu soutenir quelque 2,75 millions de personnes vulnérables, dont près de 51% de femmes, à travers un appui à la production agricole (cultures pluviales, maraîchage) et aux activités agropastorales (vente à prix modérés d'aliments pour le bétail, vaccination du cheptel).

¹ Magasins qui permettent aux producteurs d'obtenir un crédit bancaire sur la base de leur production qu'ils utilisent comme garantie bancaire.

Nos recommandations pour le futur



Recommandation 1:

Renforcer les capacités des autorités et des communautés locales à se préparer et à répondre aux crises

Recommandation 2:

Renforcer le ciblage et la redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires



Recommandation 3:

Anticiper les besoins pour une meilleure planification de la réponse et une mobilisation plus efficace des ressources

Ce qui a bien fonctionné: nos succès

Un système d'alerte précoce efficace grâce à une bonne coordination

Les rencontres du cluster Sécurité alimentaire ont permis de suivre régulièrement l'évolution de la campagne agropastorale. Une évaluation conjointe menée à mi-parcours montrait déjà les prémices d'un déficit agricole, ce qui a permis au gouvernement de tirer la sonnette d'alarme à temps. La FAO a participé aux rencontres techniques du système d'alerte précoce, ainsi qu'à l'enquête d'évaluation de la vulnérabilité des ménages menée conjointement par le Programme alimentaire mondial (PAM), la FAO, le Comité permanent Inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et le Réseau des systèmes d'alerte précoce de famine de l'Agence des États-Unis pour le développement international (FEWSNET)² pour identifier les ménages en l'insécurité alimentaire modérée et sévère.

Des partenariats renforcés pour une réponse multisectorielle

Une contribution importante a été apportée à la préparation du plan de soutien aux populations vulnérables pour les secteurs de l'agriculture et de l'élevage et du processus d'appel consolidé 2012 (CAP 2012). La collaboration avec les Ministères de l'agriculture et de l'élevage et les ONG a permis de définir les rôles et responsabilités des acteurs dans la planification de la réponse.

Le cluster Sécurité alimentaire a fonctionné tout au long de la crise. Sur le plan national, il a appuyé la coordination de la réponse grâce à la mise en place de groupes de travail thématiques qui ont facilité la recherche de partenaires et permis d'éviter les duplications.

Les ONG partenaires ont été sélectionnées selon leur présence sur le terrain, leurs capacités logistiques et humaines et la conduite d'activités favorisant une réponse multisectorielle.

Prise en compte du genre pour augmenter les revenus des familles

L'appui en équipements et infrastructures d'irrigation a permis de renforcer les capacités des groupements féminins autour des sites maraîchers. Cette intervention a contribué à diversifier l'alimentation des ménages, et à améliorer leurs revenus.

Restaurer les moyens d'existence des populations vulnérables

La disponibilité en semences améliorées a été assurée grâce à l'appui que la FAO a apporté aux groupements de producteurs de semences. Tous les acteurs humanitaires ont ainsi eu accès dès le mois de janvier 2012 à un annuaire recensant la disponibilité des semences améliorées sur l'ensemble du territoire nigérien.

De plus, la FAO a couvert 38% des besoins immédiats en semences améliorées des ménages vulnérables contribuant ainsi non seulement au déroulement normal de la campagne pluviale 2012 pour ces ménages, mais aussi à améliorer les rendements, et à couvrir jusqu'à 2-3 mois de leurs besoins alimentaires.



² Programme Alimentaire Mondial (PAM); Comité Inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS); Famine Early Warning System Network (FEWSNET),

Ce qui a moins bien fonctionné: nos défis

Un dispositif de prévention et gestion des crises à renforcer au niveau régional

Le dispositif de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires a été faible au niveau des régions, des départements et des communes par manque de ressources humaines et logistiques. Il est nécessaire de renforcer la présence de la FAO au niveau local en ouvrant des antennes et des relais dans les zones vulnérables pour un suivi en temps réel des activités et un appui aux comités décentralisés.

La mobilisation des ressources retardée par une confusion du message aux bailleurs

Des interprétations différentes de la situation ont créé une certaine confusion parmi les bailleurs de fonds qui a freiné la mobilisation des ressources.

Or, la libération des ressources doit se faire à temps afin de répondre aux besoins des bénéficiaires qui sont liés aux calendriers agricoles.

Améliorer l'approvisionnement en produits agricoles et développer des actions à plus long terme pour améliorer les moyens d'existence des populations

La dépendance des marchés de la sous-région pour l'approvisionnement en aliments pour le bétail pose non seulement le problème de capacités logistiques et financières des fournisseurs mais aussi celui de la qualité des produits.

Par ailleurs, en plus de la réponse aux besoins immédiats des populations vulnérables, les activités devraient prendre plus en compte et intégrer des activités de réhabilitation et de transition vers le développement.

Améliorer le ciblage des bénéficiaires

Le ciblage a parfois pu être problématique. Les communautés de bénéficiaires devraient être plus impliquées et responsabilisées, et un système de gestion des plaintes devrait être mis en place afin de faire remonter les problèmes.

De plus, les enquêtes globales sur la sécurité alimentaire doivent être systématiquement complétées par des études spécifiques, telles que l'analyse de l'économie des ménages, afin d'améliorer le ciblage, en particulier par rapport aux critères liés au genre et aux moyens d'existence.

Auteurs: Nourou Macki Tall et Djibo Banaou, FAO Niger

Réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences sur la crise dans le Sahel
organisé par la FAO du 4 au 6 décembre 2012 à Dakar.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr

AFRIQUE DE L'OUEST ET SAHEL:

Alerte rapide, préparation et plaidoyer efficaces

Le contexte

La FAO, à travers son Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (FAO-REOWA), a un triple objectif: 1) renforcer la coordination des stratégies et des activités des acteurs humanitaires actifs dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'ouest et au Sahel; 2) développer les outils et conduire, en collaboration avec les autres partenaires clefs du secteur, des analyses pertinentes sur la situation de la sécurité alimentaire et l'agriculture et les diffuser auprès des parties prenantes en particulier les bailleurs de fonds; 3) appuyer les interventions de la FAO en matière de gestion et de réduction des risques de catastrophes dans les pays de la sous-région.



Le Sahel se caractérise par une forte croissance démographique, un faible niveau d'éducation, un manque d'accès aux services de base, un système de protection sociale très faible, une instabilité politique, des conflits, des économies fragiles et une très forte urbanisation et exode rural. Ces facteurs structurels accentuent la vulnérabilité des populations et les font facilement basculer, dès qu'il y a un choc, dans des situations de crises alimentaires. En 2012, la crise provoquée par les aléas climatiques, les mauvaises récoltes agropastorales de 2011 et la hausse du prix des céréales au Sahel a placé plus de 18 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère. Cette situation a été aggravée par les événements qui ont affecté le Mali (coup d'Etat de mars 2012 et occupation du nord du pays par des groupes armés).

La FAO a lancé un appel de 112 millions de dollars EU pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 7,8 millions de personnes. Fin 2012, la FAO a reçu 39,7 millions de dollars EU, grâce auxquels elle a pu assister 4,9 millions de personnes en soutenant la production agricole et pastorale, les moyens d'existence des populations affectées et la réponse à la menace acridienne.

Dans ce contexte de crise, le REOWA a lancé avec ses partenaires une alerte précoce dès octobre 2011, et a activement participé à l'élaboration de la stratégie de réponse inter-agences et du programme régional de réponse de la FAO 2012. En outre, le REOWA a pris part à tous les processus d'élaboration des stratégies ou autres initiatives de renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience, et contribué aux mécanismes de coordination pour faire face à la situation de crise au Sahel.

Nos recommandations pour le futur



Recommandation 1:

Renforcer la stratégie de mobilisation de ressources de la FAO et continuer le plaidoyer afin que la préservation et l'amélioration des moyens d'existence des populations vulnérables (y compris les populations pastorales) soient mieux prises en compte

Recommandation 2:

Renforcer l'appui national et régional à l'analyse et au développement des outils de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle permettant le lancement des alertes précoces



Recommandation 3:

Renforcer la promotion des bonnes pratiques et approches RRC/GRC et résilience, ainsi que leur intégration dans les politiques, stratégies et plans régionaux et nationaux de sécurité alimentaire et agriculture



Ce qui a bien fonctionné: nos succès

Une bonne coordination et un leadership efficace dans toutes les phases de la réponse

La bonne coordination régionale et inter-agences a permis de réaliser:

- un suivi régulier et approfondi de la situation alimentaire et nutritionnelle à travers des missions d'évaluation des marchés et des récoltes organisées conjointement par CILSS-FAO-FEWS NET-PAM-Gouvernements¹ en 2011, la coprésidence PAM-FAO-UNICEF-Action contre la Faim (ACF), et la participation active au groupe de travail Sécurité alimentaire et nutrition;
- le lancement d'une Alerte rapide précoce commune au PAM et à la FAO dès octobre et novembre 2011 au niveau régional;
- l'élaboration et le lancement le 15 décembre 2011 d'une stratégie de préparation et de réponse régionale et inter-agences à travers le Comité permanent inter-agences (IASC²), et son actualisation en février 2012;
- la mobilisation de financements de certains bailleurs de fonds dès décembre 2011;
- l'utilisation d'outils communs pour déterminer les zones et populations vulnérables (méthodologie Cadre Harmonisé dans les analyses régionales, participation active du REOWA aux travaux de la Cellule d'analyse du Cadre Harmonisé et, depuis 2011, publication de cartes);
- la participation de la FAO à la définition de la composante sécurité alimentaire et agriculture dans tous les appels et stratégies humanitaires ainsi que les plans de contingence de la région.

En outre, la très bonne coordination avec le bureau du Coordinateur Régional Humanitaire a permis d'élaborer un système de suivi, de gestion de l'information et de compte rendu sur la réponse de la communauté humanitaire à la crise au Sahel.

Une intégration systématique de l'approche RRC/GRC dans les stratégies d'intervention de la FAO dans la sous-région pour renforcer la résilience des communautés

L'approche programmatique de la FAO a évolué avec la promotion de l'approche de Réduction des risques de catastrophes/gestion des risques de catastrophes (RRC/GRC) au niveau de la région. Son inclusion est systématique dans la stratégie d'intervention et dans les documents de projets de l'Organisation. Aussi, la FAO, à travers le Bureau REOWA, participe aux travaux de la *Task Force RRC* et à l'élaboration de plans nationaux de réduction et gestion des risques au niveau de la région. De plus, la FAO a mis la résilience en avant dès le début de la crise en 2012. A ce titre, le REOWA a contribué à l'élaboration du document « *Cadre stratégique de réponse régionale de la FAO à la Crise Sahel 2012: l'urgence d'appuyer la résilience des populations vulnérables.* »

Une prise en compte systématique des questions liées au genre

Enfin, la dimension genre a été systématiquement prise en compte dans l'élaboration de la stratégie d'intervention et la préparation des appels humanitaires.

¹ Comité Inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), Famine Early Warning System Network (FEWSNET), Programme Alimentaire Mondial (PAM)

² Inter Agency Standing Committee: cet acteur rassemble les agences des Nations Unies, les ONG et les bailleurs de fonds humanitaires

Ce qui a moins bien fonctionné: nos défis

Ressources et capacités insuffisantes pour initier une réponse rapide

Le manque de fonds propres adéquats de la FAO pour répondre aux crises humanitaires n'a pas permis au REOWA de se préparer suffisamment et d'initier une réponse rapide par le déploiement de ressources humaines et financières. La réponse de certains bailleurs de fonds dans la région a été tardive et a été concentrée sur l'aide alimentaire et la prise en charge de la malnutrition tandis que les interventions destinées à soutenir la protection et reconstitution des moyens d'existence ont été sous-financées.

Une analyse divergente de la situation affecte la réponse de certains bailleurs

En matière de coordination, des divergences ont été constatées dans les évaluations de la sécurité alimentaire menées par des partenaires régionaux. En conséquence, malgré le consensus parmi la majorité des partenaires quant à la sévérité de la crise, la sous-estimation de son ampleur par un acteur isolé a retardé la réactivité de certains bailleurs de fonds.

Une prise en compte insuffisante des questions pastorales par les acteurs impliqués

D'une manière générale, la prise en compte de la situation spécifique du bétail et du pastoralisme avant et pendant la crise a été insuffisante par rapport à celle du secteur agricole. Cela s'explique par une moindre connaissance de la part des gouvernements, partenaires et bailleurs de fonds sur les questions de vulnérabilité en milieu pastoral.

Des problèmes méthodologiques complexifient l'analyse de l'information au niveau régional

Bien que la FAO dispose d'un haut niveau d'information dans les pays et au niveau régional, l'absence d'une méthodologie unique de collecte et la diversité des informations recueillies dans chaque pays (sexe, âge, moyens d'existence des bénéficiaires, nature et quantité de l'assistance reçue, impact sur la production, la valeur nutritionnelle ajoutée de l'assistance reçue, etc.) rendent l'agrégation et l'harmonisation des données difficiles au niveau régional.

Auteurs: *José Luis Fernandez, Papa Boubacar Soumaré, Roberta Tranquilli, FAO*

Réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences sur la crise dans le Sahel
organisé par la FAO du 4 au 6 décembre 2012 à Dakar.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr



SÉNÉGAL

Une préparation concertée et une réponse efficace malgré une alerte tardive

Le contexte

Le déficit pluviométrique de l'hivernage 2011-2012 s'est traduit par une baisse de production d'environ 31% pour les céréales et 97% pour l'arachide par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette situation a sévèrement affecté une grande partie des ménages ruraux en les privant des stocks vivriers nécessaires pour surmonter la période de soudure et en diminuant leurs revenus. En outre, les résultats des enquêtes menées en 2012 suivant la méthodologie SMART¹ ont révélé des taux de malnutrition aiguë globale de 10% à 15%, soit le seuil d'alerte, dans 16 départements du pays qui en compte 45. De plus, huit départements enregistrent des taux de malnutrition aiguë sévère (2 à 4%), révélant une situation de crise.



Face à cette situation, la FAO a mis en place des projets d'assistance visant à restaurer la capacité de production des ménages vulnérables, maximiser leurs récoltes et améliorer leurs revenus.

Le contexte politique électoral de 2012 n'a pas permis une reconnaissance immédiate de la situation d'insécurité alimentaire sévère qui sévissait dans la plupart des régions du Sénégal. En effet, la crise n'a été officiellement déclarée qu'en avril 2012 après l'arrivée du nouveau gouvernement. Ce contexte particulier a été source de défis supplémentaires pour les acteurs impliqués dans la réponse, tant pour la mobilisation des ressources financières que pour la gestion des approvisionnements et de la distribution.

Malgré ces difficultés, la FAO a pu, à travers sa campagne de plaidoyer, mobiliser des financements estimés à près de 4,48 millions de dollars EU. Toutes les opérations de distribution d'urgence sont maintenant achevées, et l'équipe réalise actuellement le suivi et prépare les évaluations ainsi que les opérations d'appui aux cultures maraîchères de contre saison. La campagne agricole 2012-2013 s'annonce globalement bonne². Cependant, il est nécessaire de poursuivre en 2013 l'appui aux populations fragilisées par cette crise, et les inondations qui ont affectées certaines zones du pays en août 2012.

¹ Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions.

² Source: Mission d'évaluation conjointe par le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse (CILSS), la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Gouvernement et le Famine Early Warning System Network (Fews Net); 29 octobre-2 décembre 2012.

Nos recommandations pour le futur



Recommandation 1:

Rendre opérationnel et performant le Système d'Alerte Précoce, en particulier au niveau décentralisé

Recommandation 2:

Répliquer les bonnes pratiques identifiées pour la mise en œuvre de la réponse, en particulier la sensibilisation et le ciblage



Recommandation 3:

Accorder une place prépondérante aux femmes dans les activités maraîchères et rizicoles

Ce qui a bien fonctionné: nos succès

Une phase de préparation efficace mobilisant l'ensemble des acteurs

Les ateliers de lancement des projets ont été des forums d'échange et de partage au sujet des objectifs et des résultats attendus avec les différentes parties prenantes, à savoir les bénéficiaires, les autorités traditionnelles et administratives, les élus locaux, les organisations de producteurs, les services techniques de l'Etat, les ONG locales, etc.

Genre: des objectifs atteints

Les questions liées au genre ont été particulièrement bien prises en compte lors du ciblage des bénéficiaires. En effet, l'objectif d'au moins 25% de femmes cheffes de ménage a été fixé. Les résultats préliminaires semblent confirmer que cet objectif sera atteint.

Un partenariat gagnant pour la sensibilisation

Le partenariat avec les services techniques des Ministères de l'agriculture et de l'élevage, les ONG (Groupe d'Action pour le Développement Communautaire[GADEC], Caritas, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières [AVSF]), les collectivités locales et le commandement territorial a été très bon lors du processus de sensibilisation.

Une réponse inter-agences complémentaire

La FAO et le PAM avaient les mêmes bénéficiaires. Les deux agences ont travaillé de façon complémentaire en faisant précéder la distribution de semences de la FAO par la distribution des vivres du PAM ce qui a permis de réduire le risque de consommation des semences par les ménages.

Une réponse à double voie pour une action plus durable

La réponse de la FAO selon la 'Twin Track approach' a permis de s'attaquer à la fois aux besoins immédiats et aux problématiques à plus long terme (mise en place de systèmes d'irrigation goutte à goutte, clôtures pérennes, réhabilitation de puits).

Une stratégie de formation en cascade pour mieux renforcer les capacités

La formation en cascade des bénéficiaires des programmes de la FAO a fonctionné: des ONG partenaires et des services techniques de l'État ont été les premiers formés au niveau central sur les itinéraires techniques agricoles. Ils ont ensuite eux-mêmes formé les paysans leaders choisis au sein de chaque communauté rurale, qui à leur tour ont formé des groupements paysans dans les villages.

Communication et visibilité

L'élaboration de supports audiovisuels et la diffusion d'émissions radiophoniques ont contribué à une bonne visibilité de la réponse aussi bien au niveau des populations et des partenaires opérationnels que des bailleurs et du gouvernement.



Ce qui a moins bien fonctionné: nos défis

Une phase de préparation affectée par la reconnaissance tardive de la crise

Le refus du gouvernement précédent de reconnaître la crise et de décréter la situation d'urgence a retardé tout le processus de préparation et de mise en place de la réponse ainsi que la levée de fonds. Ceci a affecté la qualité de la réponse (en particulier les phases d'alerte et de préparation).

Des partenariats opérationnels de qualité inégale

Un des quatre partenaires opérationnels retenus dans la réponse n'a pas été suffisamment performant, ce qui a affecté la qualité de la mise en œuvre dans sa zone d'intervention. Une vérification rigoureuse du dispositif technique et de suivi du partenaire est cruciale avant d'entrer en partenariat.

Financement: un intérêt insuffisant de la part des bailleurs pour la réhabilitation

Le fait que les bailleurs s'intéressent en priorité aux opérations de réponse aux urgences, et moins à celles de réhabilitation, n'a pas permis de mener suffisamment des actions allant dans le sens d'une bonne prise en charge des causes structurelles. Ainsi, dans le secteur de l'élevage, la reconstitution du cheptel, la mise en place des Banques Aliments Bétail (BAB) et la production fourragère n'ont pas pu être développées.



Auteurs: *Daouda Yahaya*, Expert RRC/GRC, FAO; *Harouna Soumare*, Consultant agronome, FAO; *Abdoulaye Thiam*, Consultant agronome, FAO

Réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences sur la crise dans le Sahel
organisé par la FAO du 4 au 6 décembre 2012 à Dakar.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr



TCHAD:

Une réponse intégrée et conjointe
malgré l'absence d'un plan national de contingence

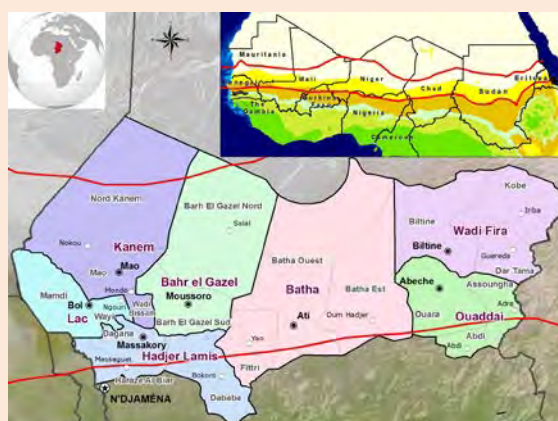
Le contexte

En 2011-2012, le Tchad a connu une mauvaise campagne agricole à cause d'un important déficit pluviométrique et d'une mauvaise répartition des pluies dans le temps et l'espace. Ceci s'est traduit par un déficit net considérable de la production de céréales estimé à 455 000 tonnes, soit l'équivalent de 30% des besoins annuels du pays. La situation a également affecté les pâturages et la disponibilité des points d'eau de surface, provoquant une transhumance précoce et des conflits entre éleveurs et population sédentaires.

Cette situation est à l'origine d'une crise alimentaire et nutritionnelle majeure. Près de 3 millions de personnes sont estimées en situation d'insécurité alimentaire, dont 1,18 million en situation d'insécurité alimentaire sévère, notamment dans la bande sahélienne. De plus, les résultats de l'enquête SMART¹ menée par l'Unicef et le gouvernement en août 2011 ont révélé des taux de malnutrition aiguë supérieurs à 15% chez les enfants de 0 à 5 ans dans la bande sahélienne.

En réaction à cette situation, le gouvernement tchadien a lancé un appel à la communauté internationale le 21 décembre 2011, et pris la décision dès janvier 2012 de mettre en vente à prix subventionné sur le marché national 20 000 tonnes de vivres issus des stocks de l'Etat.

En parallèle, le Coordinateur Humanitaire pays (HC) a lancé un appel pour qu'une réponse rapide soit organisée.



¹ Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions.

Nos recommandations pour le futur



Recommandation 1:

Préparer un plan de contingence efficace et dynamique afin d'améliorer la coordination de la réponse et de faciliter le plaidoyer

Recommandation 2:

Renforcer les capacités institutionnelles et techniques des structures en charge de la coordination des activités de soutien à la sécurité alimentaire

Distribution d'aliments de bétail aux femmes bénéficiaires dans la région du Ouadai, mai 2012



Recommandation 3:

Ajuster les mécanismes de contrôle de qualité des intrants au calendrier de campagne agricole et renforcer les capacités nationales en la matière

Ce qui a bien fonctionné: nos succès

Une phase de préparation concertée et un appel de fonds efficace

L'alerte a été lancée à temps par le gouvernement tchadien en décembre 2011. - En conséquence, les partenaires (agences des Nations Unies, Organisation non gouvernementales (ONG) et gouvernement) ont travaillé ensemble pour lancer les campagnes d'appel de fonds. Le plaidoyer précoce du Système des Nations Unies (SNU) auprès des bailleurs a abouti à l'obtention rapide des financements:

- ✓ la réponse du Fonds central de réponse d'urgence (CERF) a permis de démarrer les opérations rapidement.
- ✓ en février 2012, les partenaires (Union européenne, Suisse, Danemark, Etats Unis, Japon, France) ont déclaré conjointement leurs intentions de financer ou de contribuer directement en réponse à l'appel.

Une réponse multisectorielle

La réponse apportée a comporté deux volets. Elle a d'abord consisté en un appui alimentaire direct avec la mise en vente de stocks de vivres de l'Etat et des distributions alimentaires organisées par le Programme alimentaire mondial (PAM) et les ONG. Le deuxième volet de la réponse visait à soutenir l'activité agricole. Cent soixante-cinq mille ménages ont été ciblés dans les zones affectées, en particulier en zone sahélienne. Ils ont reçu un appui en matière d'aliments pour le bétail, de cultures pluviales et de maraîchage.

Genre: un appui ciblé aux activités gérées par les femmes

Selon les projets, la réponse apportée a plus particulièrement ciblé les femmes. C'est le cas notamment de la distribution d'aliments pour soutenir l'élevage des petits ruminants, une activité gérée essentiellement par les femmes.

Un système de monitoring pour ajuster la réponse

La mise en place d'un système de suivi et monitoring au cours des opérations a permis d'obtenir des informations fiables quant à l'appréciation par les bénéficiaires de l'assistance apportée, ce qui a permis d'ajuster la réponse par la suite.

Des partenariats inter-agences et opérationnels efficaces

Le partenariat entre la FAO et le PAM a permis d'apporter une réponse intégrée en matière d'assistance alimentaire et d'appui à la production agricole, dans le cadre du programme Vivres contre travail (VCT) et de mise en place de haies vives autour des sites maraîchers. De plus, grâce à la disponibilité des partenaires d'exécution (ONG, services publics), les intrants ont pu être mis en place à temps auprès des bénéficiaires.



Lasse d'attendre, une vache se sert lors de la distribution des aliments pour le bétail (Département de Ouara, 2012)



Femmes participant à l'opération *Vivres contre travail* organisée avec le PAM à Mao (Kanem, juin 2012)

Ce qui a moins bien fonctionné: nos défis

L'absence de plan national réduit l'efficacité de la réponse

Il n'existe pas de plan de contingence au niveau national. L'absence d'une base de travail concrète (évaluations, programme national d'appui aux ménages affectés, etc.) a conduit à une réponse non coordonnée et en a réduit l'efficacité.

Partenariat: le processus de ciblage doit être amélioré

Le gouvernement a initié une mission conjointe avec les différents partenaires afin d'effectuer le ciblage des bénéficiaires. Cette mission a été tardive (avril 2012). Les différents partenaires ont utilisé les résultats de l'enquête de sécurité alimentaire menée conjointement par le PAM et le gouvernement en décembre 2011 et janvier 2012 qu'ils ont affinés dans leurs zones d'intervention respectives.

Un manque de moyens et de communication affecte la coordination technique

- ✓ Du fait du manque de moyens, la capacité de coordination technique au niveau national a été faible, ce qui a engendré un important retard dans la réalisation de la mission de ciblage (avril 2012) par rapport à la période indiquée (janvier 2012)
- ✓ Un manque de communication sur les activités menées par les différents partenaires impliqués a tout autant réduit l'efficacité de la coordination.

Opérations: un mécanisme de contrôle de qualité des produits peu performant

- ✓ La mise en place des aliments pour le bétail a été rendue difficile du fait de la faible capacité financière des fournisseurs.
- ✓ Certaines normes techniques se sont avérées inadéquates par rapport à la réalité locale. C'est le cas notamment des normes qui s'appliquent aux aliments pour le bétail tels que le tourteau de graines de coton et son de blé.
- ✓ Les capacités locales de contrôle de qualité étant insuffisantes, les activités de contrôle ont été confiées à une entreprise privée internationale ce qui a engendré un retard dans la disponibilité des résultats et la certification des produits.

Auteurs: Dr Alamedji ABBA ISSA, ERCU/TCHAD; Mahamat Djimé DRENI-MI, DPSA/MAI/Tchad²

Réflexions issues de l'atelier de capitalisation d'expériences sur la crise dans le Sahel
organisé par la FAO du 4 au 6 décembre 2012 à Dakar.

José Luis Fernandez
Coordonnateur urgences, FAO
joseluis.fernandez@fao.org

Daouda Yahaya
Expert RRC/GRC, FAO
Daouda.Yahaya@fao.org

Sylvie Robert
Facilitatrice, indépendante
sylvierobertconsulting@yahoo.fr

² DPSA/MAI : Direction de la Production et des Statistiques Agricoles/ Ministère de l'Agriculture et de l'irrigation.